

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES
1983-1984

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ISLANDE

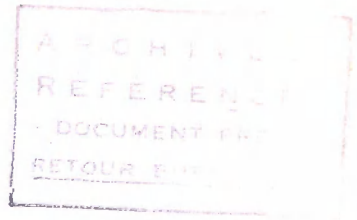
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

OCTOBRE 1983



ADDENDUM

Après que cette Étude fut mise sous presse, le gouvernement islandais a rendu public le Budget de la nation, le Budget fiscal et le Budget du crédit et de l'investissement pour 1984 qui présentent sa politique et ses prévisions économiques. Dans ces documents, le gouvernement énonce clairement ses principaux objectifs et l'orientation de la politique économique en 1984. Le gouvernement vise principalement à continuer de freiner l'inflation qui passerait d'un taux inférieur à 30 % dans les derniers mois de 1983 à un taux inférieur à 10 % à la fin de 1984, à équilibrer à peu près la balance courante extérieure et à s'attacher à trouver un meilleur équilibre de l'économie tout en maintenant la sécurité de l'emploi. Le gouvernement souligne l'importance d'un taux de change stable, avec une marge de fluctuation permise de plus, ou moins 5 %. Il a aussi clairement énoncé ce qu'il pense être la limite supérieure des accroissements de salaires en 1984 compatible avec son objectif de réduire encore l'inflation et de rééquilibrer la balance extérieure en 1984. Selon cette politique, les gains réels devraient approximativement rester tout au long de l'année 1984 au niveau du quatrième trimestre de 1983, ce qui ferait baisser de 4 % la consommation privée. Le Budget fiscal prévoit une baisse de la consommation publique, et le Budget de l'investissement et du crédit une baisse continue de l'investissement. Par suite, la dépense totale prévue devrait baisser de 4¼ %. Les exportations de biens et services devraient augmenter de 3½ %, du fait surtout de la reprise des prises de capelan et de l'augmentation de la production manufacturière. Les importations devraient rester pratiquement inchangées. Le PNB devrait donc, selon les prévisions, baisser de 2½ % mais le PIB de 1¾ % environ.



ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ISLANDE

OCTOBRE 1983

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les signataires de la Convention relative à l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants ont adhéré ultérieurement à cette Convention (les dates sont celles du dépôt des instruments d'adhésion) : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

© OCDE, 1983

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I. Le problème de l'inflation	8
L'inflation depuis 1970	9
Tendance à l'inflation	10
Le mécanisme de l'inflation et les mesures de stabilisation	10
L'expérience des années 1981/1983	14
Conséquences pour l'action gouvernementale	18
II. Évolution économique récente	19
Production destinée à l'exportation	19
Demande intérieure	22
Le marché du travail	24
La balance des paiements	25
III. Politiques budgétaire et monétaire	28
Politique budgétaire	28
Politique monétaire	32
IV. Perspectives à court terme	35
V. Conclusions	38
<i>Annexe : Chronologie économique</i>	41
Annexe statistique	45

TABLEAUX

Texte

1. Évolution des prix extérieurs et des prix intérieurs	9
2. Indexation des salaires	16-17
3. Prises de poisson, 1979-1983	20
4. Production destinée à l'exportation et exportations	21
5. Formation brute de capital fixe	23
6. Demande et production	24
7. Chômage recensé	25
8. Balance des paiements	26
9. Évolution de la dette extérieure à long terme de l'Islande de 1972 à 1982	27
10. Recettes et dépenses de l'administration centrale	29

11. Recettes du Trésor, par catégorie	30
12. Financement des investissements publics par le crédit	31
13. Indicateurs monétaires	33
14. Perspectives à court terme	36

Annexe statistique

A. Origine et utilisation des ressources, aux prix courants	46
B. Origine et utilisation des ressources, à prix constants	47
C. Production et emploi	48
D. Formation brute de capital fixe, aux prix courants	49
E. Formation brute de capital fixe, à prix constants	50
F. Balance des paiements selon les définitions de l'OCDE	51
G. Recettes et dépenses de l'administration centrale	52
H. Prises de poissons, salaires et prix	53
I. Commerce extérieur, total et par région	54
J. Commerce extérieur, par groupe de produits	55
K. Monnaie et crédit	56

GRAPHIQUES

1. Prix à la consommation	8
2. Indicateurs des écarts des salaires réels et de la demande réelle	12
3. Indicateurs des politiques de régulation de la demande	13
4. Taux de change effectif, taux de change réel et termes de l'échange	15
5. Consommation privée	22
6. Taux d'intérêt nominaux et réels	35

STATISTIQUES DE BASE DE L'ISLANDE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	103	Superficie non productive (milliers de km ²)	82
Superficie productive (milliers de km ²)	21	<i>dont :</i>	
<i>dont :</i>		Glaciers	12
Superficie cultivée	1	Autres terres dépourvues de végétation	70
Pâturages naturels	20		

LA POPULATION

Population, 1 ^{er} décembre 1982	234 980	Répartition de l'emploi en 1980 (en pourcentage) :	
Accroissement net 1971-1981, moyenne annuelle (en pourcentage)	1.1	Agriculture	7.9
		Pêche et traitement de poisson	14.6
		Autres industries manufacturières	17.2
		Construction, total	10.1
		Commerce, banques et services	18.8
		Transports	5.5
		Autres	25.9
			<hr/> 100.0

L'ÉTAT

Gouvernement, au pouvoir depuis 1983, nombre de ministres :		Parlement, élu en 1983, répartition des sièges :	
Parti du progrès	4	Parti indépendant	
Parti indépendant	6	(conservateurs libéraux)	23
		Parti du progrès (agraraires)	14
		Alliance du peuple (socialistes, communistes)	10
		Sociaux-démocrates	6
		Alliance sociale et démocratique	4
		Féministes	3
			<hr/> 60
Dernière élection générale : 1983		Prochaine élection générale : 1987	

PRODUCTION ET FORMATION DU CAPITAL

Produit National Brut en 1982 :		Formation brute de capital fixe en 1982 :	
Millions de couronnes islandaises	31 063	Millions de couronnes islandaises	8 378
Par habitant,		En pourcentage du PNB	27
en dollars des États-Unis	10 525		

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en 1982, en pourcentage du PNB	42.1	Importations de biens et services en 1982, en pourcentage du PNB	52.1
Principales exportations en 1982 (en pourcentage) :		Ventilation des importations, par produit, en 1982 (en pourcentage) :	
Produits à base de poisson	75.0	Biens de consommation	36.3
Aluminium	10.0	Biens d'équipement	29.3
Autres produits manufacturés	12.2	Produits intermédiaires	
Produits agricoles	1.3	(non compris les carburants)	19.9
		Carburants et lubrifiants	14.5

LA MONNAIE

Unité monétaire : la couronne		Unités monétaires par dollar des États-Unis, moyenne journalière :	
		Année 1982	12.56
		Juin 1983	27.36

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel de l'Islande par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 20 septembre 1983.

Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 4 octobre 1983.

INTRODUCTION

Les résultats économiques se sont brutalement dégradés en 1982 surtout à cause de la forte baisse des prises de poisson, mais aussi sous l'effet de la récession mondiale qui a affecté d'autres exportations islandaises. Les prises de morue ont sensiblement baissé tandis que, pour le capelan, la pêche, abondante en 1981, était interdite pendant la plus grande partie de l'année afin d'assurer la conservation des stocks. Dans ces conditions et par suite de la fermeture du marché nigérian pour le stockfish, le volume des exportations a baissé de 9 % et le déficit extérieur courant, en augmentation de 5 points, a atteint un montant équivalent à 10 % du PNB. Cette évolution s'est accompagnée d'une perte de recettes d'exportation et d'une augmentation considérable des coûts qui ont financièrement pesé sur l'industrie ainsi amenée à recourir largement à l'emprunt auprès du secteur public et des banques. Une augmentation rapide des prêts bancaires qui s'était amorcée au second semestre de 1981 n'a été maîtrisée que vers la fin de 1982 de sorte que le freinage de la demande intérieure que justifiait l'importance du déficit extérieur courant s'en est trouvé retardée. A la suite de deux dévaluations assez importantes et d'un flottement en baisse de la couronne pendant l'année, la dépréciation totale du taux de change en 1982 a atteint 47¼ % et a nettement accru les tensions inflationnistes étant donné le rôle considérable que joue l'indexation dans le système islandais. Au cours de l'année, le rythme de la hausse des prix s'est accéléré de 20 points et a dépassé 60 %. Une nouvelle dévaluation au début de 1983 a eu pour effet de porter le taux annuel d'inflation à environ 130 % pendant les cinq premiers mois de l'année.

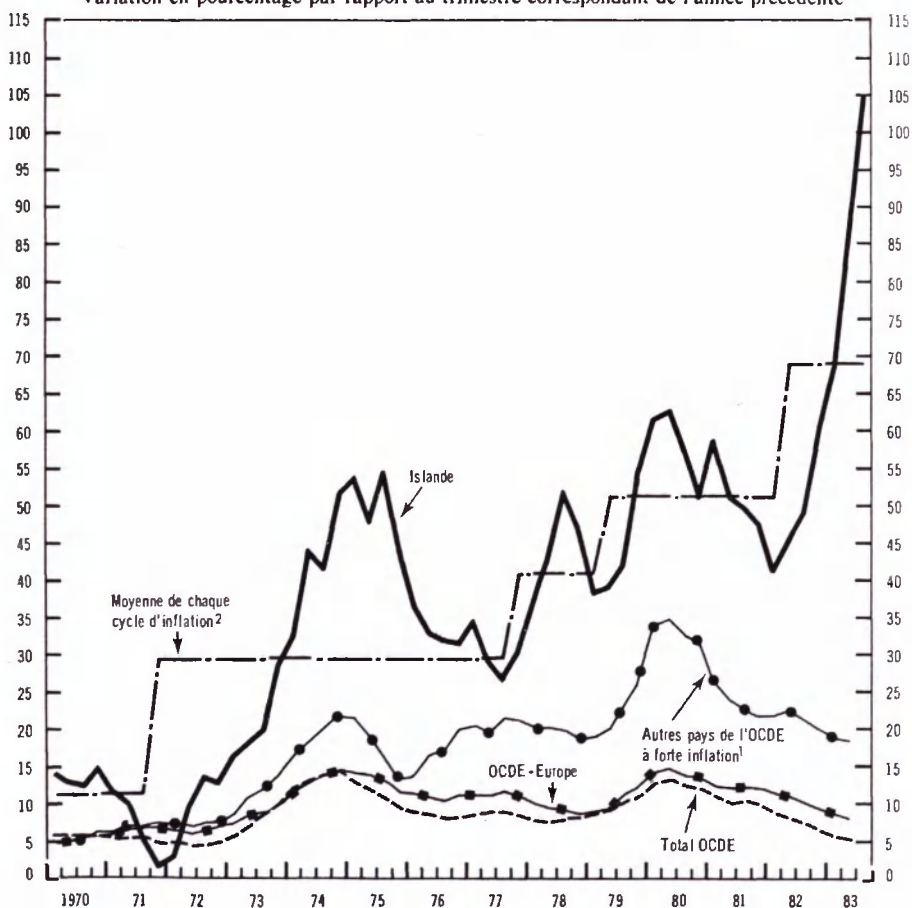
Pour réduire l'inflation ainsi que le déséquilibre extérieur, le nouveau gouvernement qui est entré en fonction en mai 1983 a annoncé un ensemble complet de mesures comprenant notamment la suspension pendant deux ans de l'indexation des salaires sur les prix, une limitation des augmentations des rémunérations jusqu'à février 1984 ainsi qu'une dévaluation de 14.6 % de la couronne. Ces mesures auront une incidence importante sur les revenus réels des ménages, qui pourraient baisser d'environ 13 % sur l'ensemble de l'année. Sous l'effet de la perte de revenu en termes réels, il est prévu que la dépense totale diminuera de plus de 8 % entraînant ainsi une contraction appréciable du volume des importations. Si l'on s'attend à une nouvelle baisse des prises de poisson cette année, les autres exportations devraient progresser vigoureusement à mesure que l'activité économique mondiale se redressera. La balance extérieure s'est considérablement améliorée en termes réels au premier semestre de 1983 et ce mouvement devrait se poursuivre, modérant ainsi la baisse du PNB réel qui serait d'environ 6 %. Le déficit extérieur courant est en train de diminuer nettement. On s'attend pour le second semestre à une forte décélération de l'inflation, qui serait ramenée à un rythme annuel de 30 % environ à la fin de 1983. Toutefois, c'est dans une large mesure en fonction de l'application de politiques monétaire et budgétaire appropriées que le programme de mai continuera de donner de bons résultats en 1984 et à plus long terme. Il risque d'être difficile de maintenir une politique monétaire restrictive si le mouvement récent d'augmentation des emprunts du Trésor n'est pas inversé. Dans l'hypothèse où les augmentations de salaire seraient modérées et où les exportations continueraient de se redresser, on pourrait enregistrer en 1984 une légère reprise qui s'accompagnerait d'une nouvelle réduction du déficit extérieur courant et de perspectives plus favorables en matière d'inflation.

La première partie de la présente Étude est consacrée au problème de l'inflation envisagé dans une perspective à moyen terme tandis que la deuxième partie traite de l'évolution économique récente dans les domaines de la production destinée à l'exportation, de la demande et de l'activité intérieures, du marché du travail et de la balance des paiements. Les politiques budgétaire et monétaire sont examinées dans la troisième partie et les perspectives à court terme dans la quatrième. Les principales conclusions de politique économique sont exposées dans la cinquième partie.

I. LE PROBLÈME DE L'INFLATION

Les années qui ont suivi le deuxième choc pétrolier ont été marquées par le passage d'une période de croissance économique assez rapide et de relatif équilibre du secteur extérieur à une phase de croissance plus lente et de déficit extérieur courant élevé. Ces changements ont entraîné une nette réorientation des priorités de la politique économique. En particulier, la nécessité de retrouver une croissance plus forte à moyen

Graphique 1. Prix à la consommation
Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



1. Grèce, Italie, Espagne, Irlande, Portugal et Turquie.
2. Période séparant une retombée du taux d'inflation de la suivante.

Source : Principaux indicateurs économiques, OCDE.

terme a rendu plus impératif de s'attaquer au problème de l'inflation. S'il est impossible de définir le seuil au-delà duquel les hausses de prix deviennent insupportables, la récente accélération qui, au début de 1983, a porté le taux annuel de l'inflation bien au-dessus de 100 % constitue une menace sérieuse pour le fonctionnement de l'économie; si l'on n'y porte pas remède, il pourrait en résulter une baisse prolongée et très étendue du niveau de vie. C'est dans ce contexte que le nouveau gouvernement formé en mai 1983 a pris aussitôt des mesures énergiques pour enrayer la spirale inflationniste, ouvrir la voie à une amélioration de la balance extérieure et favoriser l'adaptation de l'économie à la nouvelle situation internationale. On examinera ici l'évolution de l'inflation en Islande dans une perspective de moyen terme, ainsi que les principaux mécanismes en jeu et les mesures anti-inflationnistes appliquées depuis 1980. Après avoir évalué les principales mesures du programme de stabilisation, on passera en revue les problèmes et les risques d'un « retour à la normale ».

L'inflation depuis 1970

L'évolution de l'inflation en Islande représente un cas unique parmi les pays Membres de l'OCDE. Après les deux premières décennies de l'après-guerre, au cours desquelles la hausse annuelle des prix a oscillé entre 10 et 15 %, les années 70 ont vu une profonde aggravation de l'inflation, beaucoup plus importante que dans les autres pays (graphique 1). De fait, le taux moyen d'inflation au cours de chaque cycle¹ n'a cessé de monter, passant de près de 14 % au début des années 70 à plus de 60 % au début des années 80. En outre, la durée de chaque cycle s'est raccourcie (passant de quatre ou cinq ans à deux ou trois ans), de même que le laps de temps pendant lequel il a été possible de préserver les avantages des mesures anti-inflationnistes.

Tableau 1. Evolution des prix extérieurs et des prix intérieurs

Année	Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Indicateur de l'incidence des prix extérieurs ¹	Variation du taux de change effectif	Indice des prix du PIB	Indice des prix de la demande intérieure finale	Indice de prix de la consommation intérieure de la production nationale ²
	Corrigés des variations du taux de change effectif						
1971	8.5	3.4	5.7	-1.6	12.7	9.6	13.4
1972	1.8	0.8	1.2	-3.8	17.7	16.6	26.8
1973	31.8	13.5	22.3	-7.9	31.2	25.3	31.5
1974	20.6	34.1	29.0	-10.0	41.1	43.4	46.5
1975	-10.2	6.9	-0.3	-36.1	39.4	49.1	36.0
1976	18.2	5.6	11.7	-11.8	34.4	28.6	40.5
1977	13.0	3.9	8.2	-11.7	35.3	30.4	44.8
1978	4.4	4.2	4.3	-29.8	46.3	45.5	44.2
1979	7.8	18.7	13.3	-25.3	40.3	46.2	36.9
1980	6.6	10.3	8.3	-27.4	52.8	54.9	57.7
1981	8.1	7.1	7.6	-27.1	50.4	50.0	50.5
1982	-2.8	-1.3	-2.0	-37.9	54.4	54.8	49.7

1. Moyenne des chiffres des deux premières colonnes, pondérés en fonction de la part respective des exportations et des importations dans le PNB.

2. La consommation intérieure de la production nationale est égale au PNB diminué des exportations.

Note: En raison des méthodes de calcul rudimentaires qui ont été employées, les deux dernières séries doivent être interprétées avec prudence. La demande intérieure finale inclut les importations mais exclut les exportations, alors que la consommation intérieure de la production nationale exclut à la fois les exportations et les importations. L'indice implicite des prix de cette dernière comprend, entre autres, les marges bénéficiaires et les droits et taxes perçus sur les importations et sur une part importante des services et des marchandises ne faisant pas l'objet d'échanges internationaux.

Source: Secrétariat de l'OCDE.

1. Défini comme la période entre deux creux consécutifs de la courbe de l'inflation.

De vives accélérations se sont produites, en particulier en 1972/1974 et en 1982/1983. Étant donné l'ampleur du processus inflationniste, il est difficile de faire la part des facteurs intérieurs et des chocs extérieurs – que ceux-ci résultent de la hausse des prix à l'importation ou des prix à l'exportation. Le tableau 1 donne cependant une idée approximative du poids de ces facteurs. Les tensions directes liées aux prix extérieurs ont manifestement été plus faibles au début des années 80 qu'une décennie auparavant. Elles se sont progressivement atténuées vers le milieu des années 70, tandis que l'inflation d'origine intérieure est restée à un niveau élevé, alimentée par les effets décalés de la hausse des prix à l'importation. Une évolution à peu près analogue se dessine pour les années consécutives au deuxième choc pétrolier, au cours desquelles les tensions inflationnistes dominantes semblent être d'origine intérieure ou résulter des effets de la baisse rapide du taux de change.

Tendance à l'inflation

La persistance du problème de l'inflation pendant toute la période d'après-guerre est liée à un ensemble de facteurs politiques, sociologiques et économiques qui ne peuvent pas être tous examinés ici. L'ouverture de l'économie islandaise – les échanges extérieurs (exportations plus importations) représentent 90 % du PNB – a fortement accru sa sensibilité aux perturbations externes. En outre, l'expansion rapide du secteur de la pêche durant les années 70 a été excessive dans une optique à moyen terme, et la nécessité de maintenir la rentabilité de ce secteur – qui représente quelque 75 % des recettes totales des exportations de marchandises –, s'ajoutant à un fort consensus national en faveur du plein emploi, a considérablement affaibli la résistance à l'inflation et favorisé un certain laxisme des politiques de régulation de la demande et de taux de change. Bien que la question du niveau excessif de l'inflation ait pris une place grandissante dans le débat sur l'action gouvernementale, des désaccords politiques et l'action des groupes d'intérêt ont amené les autorités à s'employer davantage à atténuer les effets potentiellement défavorables de l'inflation sur l'affectation des ressources et sur la croissance qu'à réduire l'inflation elle-même. De ce fait, l'indexation s'est solidement ancrée dans les mécanismes de fixation des prix régissant le marché des biens et celui du travail, ainsi que dans le secteur financier². Cette orientation préserve la structure de répartition des revenus, mais rend extrêmement difficile de maîtriser la spirale des coûts et des prix une fois que celle-ci est enclenchée, même lorsqu'elle a pour origine un phénomène non récurrent.

Le mécanisme de l'inflation et les mesures de stabilisation

Les causes du problème de l'inflation ont été analysées de façon approfondie dans de précédentes Études de l'OCDE sur l'Islande³. Parmi les facteurs importants, on relève les fluctuations des marchés extérieurs et les perturbations exogènes de l'offre. Ces chocs ont provoqué des variations des termes de l'échange relativement plus

2. Les clauses d'indexation s'appliquent non seulement aux salaires, aux pensions de retraite et autres transferts, mais aussi aux revenus des agriculteurs, sous forme d'une composante des prix alimentaires représentant un salaire imputé. Du fait de l'utilisation généralisée de règles relatives aux marges bénéficiaires exprimées en pourcentage (précédemment liées au contrôle systématique des prix) les profits sont eux aussi effectivement indexés. La valeur nominale des instruments financiers fait de plus en plus l'objet d'une indexation partielle ou intégrale. Un système d'indexation partielle et de compensation du niveau des prix des dépôts et prêts bancaires à court terme a été institué progressivement depuis 1976; la Loi sur la gestion de l'économie de 1979 prévoit l'indexation intégrale des prêts bancaires et des dépôts à terme. Pour plus de détails, voir les Études économiques de l'OCDE sur l'Islande, novembre 1980, pages 28-31 et juin 1982, Annexe II, pages 59-60.

3. Voir en particulier le chapitre sur « Le problème de l'inflation » dans l'étude de l'OCDE sur l'Islande, novembre 1980, pages 24-34.

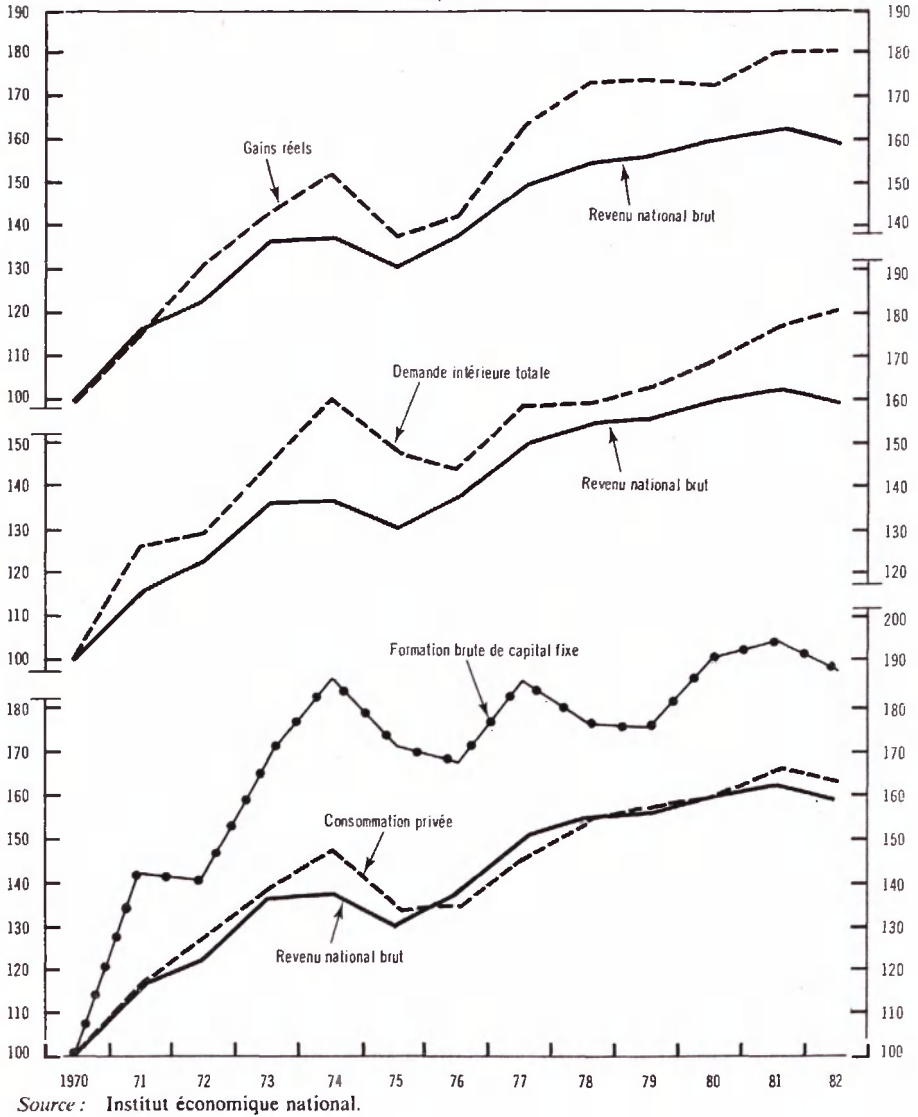
marquées que dans la plupart des autres pays. Lorsqu'ils ont coïncidé avec des mouvements autonomes de la balance extérieure réelle, le secteur extérieur a exercé un puissant effet déstabilisateur. Toutefois, dans le cadre institutionnel, la réaction de l'économie à ces perturbations a été asymétrique. De fait, l'amélioration aussi bien que la dégradation des termes de l'échange ont eu tendance à accélérer l'inflation par l'effet de tensions sur les coûts. Voici une description simplifiée des principales phases de ce cercle vicieux :

- i) Amélioration des termes de l'échange (accroissement des prises de poisson) :
 - l'augmentation relative des recettes d'exportation a une incidence positive sur la rentabilité et sur les salaires dans le secteur axé sur l'exportation ;
 - les demandes d'ajustement de salaires, la rigidité des taux de marque et l'indexation déclenchent la spirale intérieure salaires-prix ;
 - la compétitivité extérieure s'effrite, la balance des opérations courantes se dégrade et une dévaluation devient nécessaire pour protéger les industries d'exportation et maintenir le plein emploi ;
 - les prix à l'importation augmentent et ces hausses sont immédiatement répercutées sur le niveau intérieur des prix et des salaires.

- ii) Dégradation des termes de l'échange (diminution des prises de poisson) :
 - la réduction des recettes d'exportation affaiblit la rentabilité du secteur orienté vers l'exportation et la balance des opérations courantes devient déficitaire ;
 - de nouveau, une dévaluation s'avère indispensable, et la hausse des prix à l'importation est répercutée sur les prix intérieurs, d'où un nouvel ajustement en hausse des salaires.

Les facteurs liés à la demande ont aussi joué un rôle. De fait, une expansion de la demande intérieure excédant le rythme de croissance que pouvait supporter l'économie a été plus ou moins constamment à l'origine de tensions à la hausse sur les prix. Cette demande excessive était due pour une part à des évolutions structurelles à moyen terme. La première est le développement rapide des ressources énergétiques nationales, des industries à forte intensité énergétique ainsi que des efforts visant à diversifier l'économie. En second lieu, les prises de poisson ont augmenté rapidement pendant toute la dernière décennie et le secteur de la pêche s'est développé plus vite que prévu. Enfin, l'amélioration considérable des termes de l'échange au début des années 70 (+ 60 % entre 1968 et 1973) a entraîné une nette augmentation des revenus réels et, partant, de fortes pressions sur les ressources intérieures. En conséquence, les aspirations de la collectivité à une progression régulière du niveau de vie se sont accrues, d'où une intensification de la pression de la demande (graphique 2). Dans ce contexte, les politiques de régulation de la demande et de taux de change ont eu tendance à entretenir le mouvement de l'inflation intérieure. Ainsi qu'on l'a noté plus haut, le maintien du plein emploi était la priorité majeure. En outre, les autorités ont mis en œuvre des plans de développement ambitieux impliquant des politiques de crédit et budgétaire expansionnistes. Le graphique 2 donne une idée générale de l'orientation des politiques de régulation de la demande durant les années 70. La croissance de la masse monétaire est devenue de plus en plus forte après 1976, alors que la demande de biens et services du secteur public a enregistré d'importantes fluctuations, dues notamment à la variation des investissements publics. Néanmoins, l'orientation fortement expansionniste impartie à la politique budgétaire au début des années 70 s'est, semble-t-il, quelque peu modérée. Étant donné que la politique de taux de change visait à rétablir l'équilibre de la

Graphique 2. Indicateurs des écarts des salaires réels et de la demande réelle
Indices, 1970 = 100

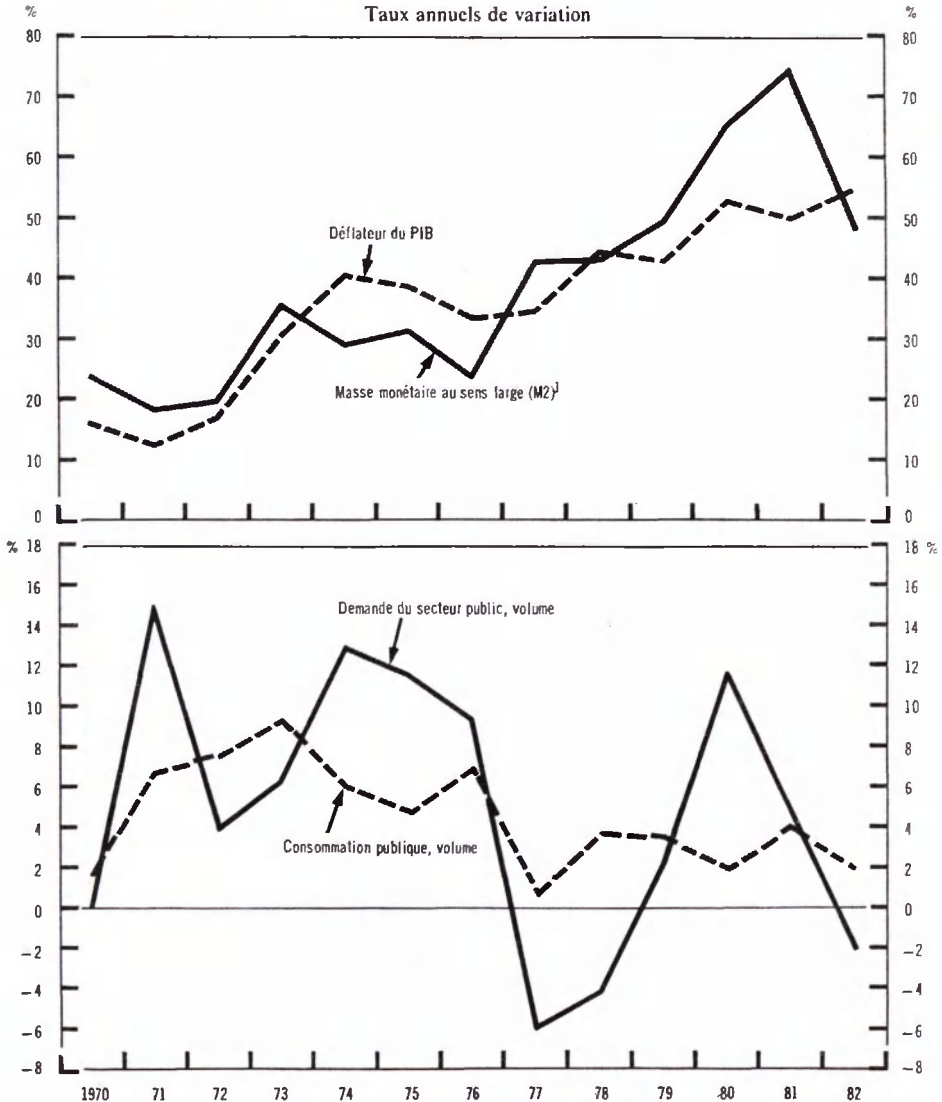


balance extérieure et la rentabilité du secteur axé sur l'exportation, la politique anti-inflationniste a été essentiellement réduite à des mesures touchant les revenus et les prix.

Face à un emballement des salaires et des prix provoqué par des perturbations extérieures, la réaction des pouvoirs publics a été généralement de dévaluer la couronne et de suspendre le système d'indexation, l'ajustement des salaires étant soit partiellement maintenu, soit totalement supprimé. La hausse des prix à l'importation se répercutait sur le niveau des prix intérieurs, et l'inflation constituait le principal moyen d'ajuster l'évolution des revenus réels aux nécessités de la balance des opérations courantes. Cependant, cet ajustement n'a été possible qu'au prix de concessions

«politiques» prenant la forme d'un renforcement des mesures de contrôle des prix, d'allègements de la fiscalité, d'un accroissement des subventions à la consommation et des services sociaux ainsi que d'investissements publics ou de programmes spéciaux pour l'emploi. Ces concessions budgétaires et monétaires ont réduit considérablement la marge d'action des pouvoirs publics et avivé les tensions inflationnistes venues de la demande, malgré le ralentissement apparent de l'inflation par les coûts. En outre, la baisse des salaires réels obtenue dans un premier temps prépare le terrain à de nouvelles revendications salariales dès que s'améliore la situation du secteur tourné vers l'exportation.

Graphique 3. Indicateurs des politiques de régulation de la demande
Taux annuels de variation



1. Comprend les billets de banque, la monnaie métallique, les dépôts à vue et les dépôts d'épargne ordinaires de l'Islande.

Source : Banque Centrale et Institut économique national.

L'accélération régulière de l'inflation pendant toute la décennie écoulée illustre la difficulté des autorités à maîtriser la spirale salaires-prix dès lors que celle-ci s'est enracinée. En outre, il s'est avéré impossible de consolider les premiers résultats acquis sur le plan de la lutte contre l'inflation, les périodes d'accalmie entre deux poussées inflationnistes devenant de plus en plus brèves. Les chocs extérieurs ont été plus fréquents qu'au cours des premières décennies de l'après-guerre (chocs pétroliers de 1973 et 1979, chute du volume des prises de poisson en 1982). Néanmoins, il est utile de s'arrêter sur le rôle des mesures gouvernementales, spécialement depuis 1981, date à laquelle le gouvernement a fait de la réduction du taux d'inflation une priorité majeure.

Après une vive accélération au cours des quatre années précédentes, le taux de l'inflation – exprimé par l'indice implicite des prix de la consommation privée – s'est ralenti en 1981. Cette accalmie a été due principalement à une réduction de l'ajustement salarial de mars ainsi qu'à un durcissement de la politique de taux de change, ces deux mesures faisant suite aux décisions annoncées par les pouvoirs publics le 31 décembre 1981⁴. Ces mesures – s'ajoutant à l'accroissement des subventions à la consommation et à des modifications de la fiscalité – ont réussi jusqu'à un certain point à freiner la hausse des prix en 1981, qui a été ramenée à 42 %, son niveau le plus bas depuis 1978. A cet égard, il faut aussi tenir compte de l'appréciation du dollar et de l'absence des chocs inflationnistes extérieurs qui avaient alimenté l'inflation les années précédentes. Mais au cours de l'année, il est devenu de plus en plus manifeste que la poursuite du processus désinflationniste et la réalisation de l'objectif de 35 % d'inflation en 1982 nécessiteraient de nouveaux efforts. Au lieu de cela, l'ajustement des salaires a suivi presque intégralement l'évolution de l'indice du coût de la vie et le taux de change réel a continué d'augmenter, entraînant des ajustements par paliers de plus en plus importants du taux de change effectif⁵. Qui plus est, l'expansion monétaire s'est vivement accélérée, la masse monétaire progressant de 25 % en termes réels, tandis que les taux d'intérêt réels, après avoir été voisins de zéro en 1980, ont pris un caractère négatif de plus en plus marqué⁶. Par ailleurs, les salaires se sont considérablement gonflés sous l'effet des accords conclus à l'automne de cette même année, qui ont abouti à des augmentations des taux de salaire de base atteignant 50 % dans presque tous les compartiments du travail. Le terrain était donc prêt pour une nouvelle flambée d'inflation.

Le taux de l'inflation s'est accéléré pour atteindre quelque 60 % sur l'ensemble de l'année 1982, et une nouvelle hausse s'est produite au début de 1983. Plusieurs facteurs interdépendants ont concouru à ce résultat. La forte dégradation de la balance courante ainsi que des difficultés financières sérieuses dans le secteur de la pêche (ces deux éléments étant liés à la diminution brutale des captures de poisson) ont peu à peu sapé la politique de taux de change anti-inflationniste amorcée en 1981. De fait, en 1982, l'ajustement du taux de change s'est substitué à la modération des salaires réels comme principal moyen d'assurer une compétitivité internationale adéquate. Cela s'est traduit par deux importantes dévaluations⁷ et un flottement à la baisse de la couronne à peu près constant au cours de chaque mois de l'année (graphique 4). Au total, le taux de change effectif a diminué en moyenne de 37.9 % en 1982, la dépréciation en glissement annuel atteignant 47.3 % (soit plus de deux fois le recul enregistré sur l'année 1981). La baisse du taux de change effectif a plus que compensé l'aggravation de l'écart de taux d'inflation entre l'Islande et ses principaux partenaires commerciaux, et le taux de

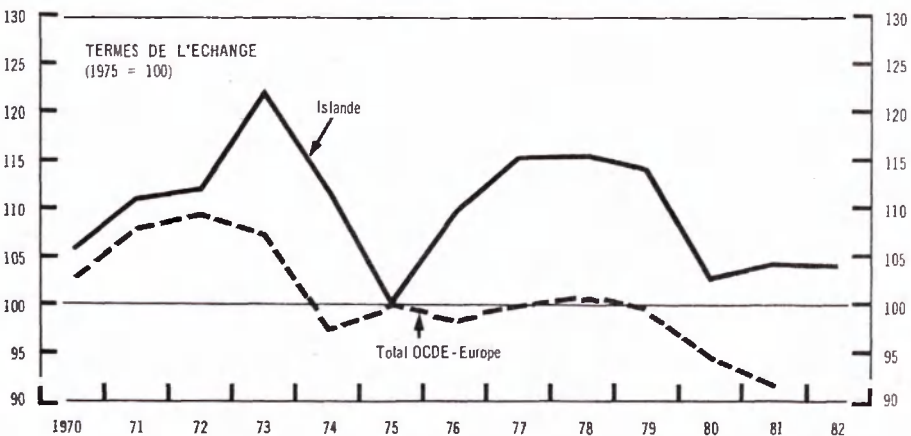
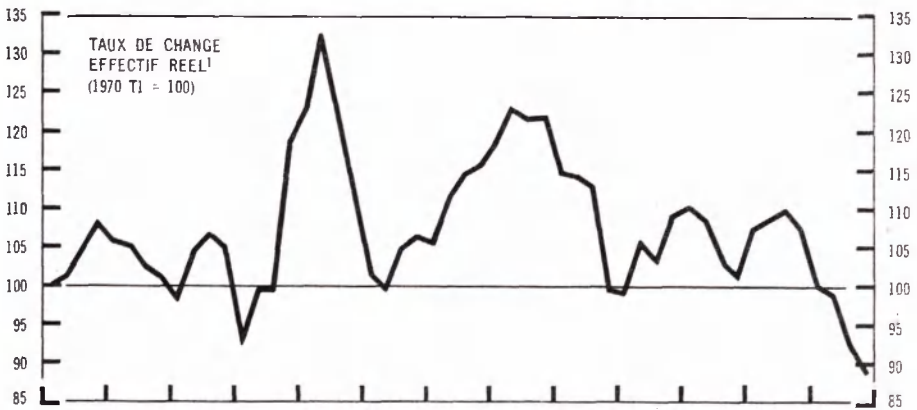
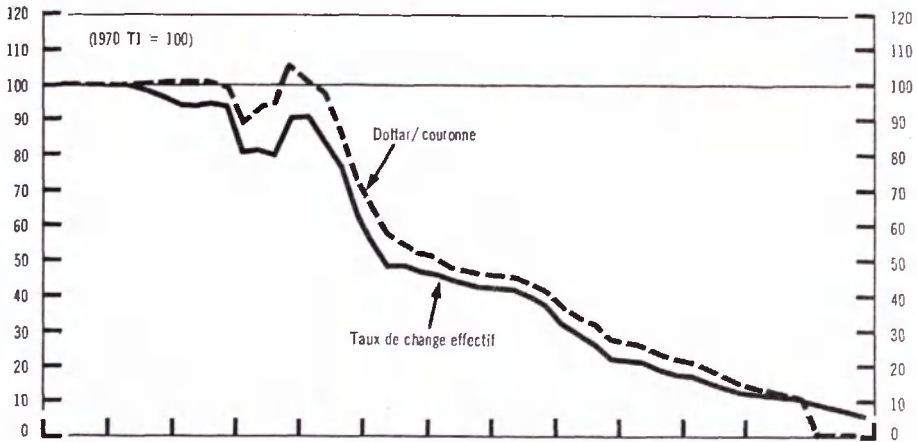
4. Voir l'Étude économique de l'OCDE sur l'Islande, juin 1982, pages 22-23.

5. Malgré les trois dévaluations opérées en mai (3.9 %), en octobre (4.8 %), et en novembre (6.5 %), le taux de change réel a augmenté de près de 5 % en 1981.

6. Pour plus de détails, voir la troisième partie ci-après.

7. La couronne islandaise a été dévaluée de 12 % le 14 janvier et de 14.3 % le 23 août.

Graphique 4. Taux de change effectif, taux de change réel et termes de l'échange



1. Taux de change effectif déflaté par les indices relatifs des prix à la consommation.

Source : OCDE, Institut économique national.

Tableau 2. Indexation
Pourcentage de variation par rapport

Application de la loi d'avril 1979 sur la gestion de l'économie

	1979			1980			
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Augmentation de l'indice du coût de la vie	12.38	13.57	15.86	9.14	13.23	10.12	10.86
Ajustement au titre de la composante salariale des prix agricoles	-0.58	-0.96	-0.91	-0.98	-0.61	-0.83	-0.69
Ajustement au titre des majorations d'impôt destinées à financer les subventions pétrolières	-0.40	-0.81	—	—	-0.20	—	—
Ajustement au titre des majorations de prix de l'alcool et du tabac	—	-0.81	-0.52	-0.63	-0.72	-0.61	-0.18
Ajustement au titre de l'évolution des termes de l'échange	-2.18	-1.82	-1.22	-0.85	—	-0.11	-0.47
Autres ajustements	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement total	-3.16	-4.40	-2.65	-2.47	-1.53	-1.55	-1.34
Augmentation de l'indice régissant les salaires	9.22	9.17	13.21	6.67	11.70	8.57	9.52

Source : Institut économique national.

change réel a baissé de plus de 8 % en 1982. Cette politique a été poursuivie en 1983, donnant lieu à une nouvelle dévaluation de la couronne en janvier (9 %), de sorte qu'en mai, le taux de change effectif réel avait atteint son niveau le plus bas depuis près de quatre ans.

Afin de préserver les avantages que l'industrie pouvait retirer d'une dépréciation de la couronne en termes réels, l'évolution des salaires et des revenus a été soumise aux dispositions de la loi de 1979 sur la gestion de l'économie, qui réduisait le degré d'indexation des salaires. Ainsi, des ajustements ont été apportés à l'indice du coût de la vie pour tenir compte des variations des termes de l'échange et de certains coûts et impôts indirects⁸. En outre, l'indice servant à l'ajustement des salaires a fait l'objet de minoration délibérées, soit à l'issue d'accords salariaux, soit dans le cadre d'une intervention des pouvoirs publics. Cependant, après la réduction initiale de 7 % opérée sur l'indice régissant l'évolution des salaires en mars 1981, aucun ajustement délibéré n'a eu lieu avant l'automne 1982, lorsque la dégradation des prix et l'alourdissement considérable du déficit extérieur ont donné lieu à un nouveau train de mesures destinées à accompagner la dévaluation de 13 % de la couronne décidée en août. L'intervention directe dans le processus d'ajustement des salaires s'est traduite par une réduction de moitié de la hausse prévue au titre de l'indexation le 1^{er} décembre, et la réduction volontaire de 2.9 % décidée en septembre a été étendue à l'ensemble des catégories salariales⁹. Avec le recul, la « sous-compensation » de l'inflation apparaît toutefois assez

8. Les éléments de cet ajustement sont : les termes de l'échange, la composante salariale des prix agricoles, les prix de l'alcool et du tabac et les majorations d'impôt destinées à financer les subventions pétrolières. Les ajustements « automatiques » ont été relativement modérés, variant entre - 4.4 % et 0.1 % entre mars 1979 et mars 1983.

9. Pour plus de détails, voir la Chronologie économique.

des salaires
à la fin du trimestre précédent

Application des textes adoptés le 31 décembre 1980				Application de la loi sur la gestion de l'économie et des accords de salaires	Application de la loi sur la gestion de l'économie, des accords de salaires et des textes adoptés le 21 août 1982			Application de la loi sur la gestion de l'économie et des accords de salaires
1981				1982	1982			1983
Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
14.32	8.02	8.96	9.92	9.72	10.87	11.79	17.51	15.15
-1.32	..	..	..	-0.86	-0.51	-0.60	-0.99	-0.45
..	—	—	—	—	—
-0.89	+0.08	-0.04	—	-0.76	-0.52	-0.54	-0.61	-0.39
+0.84	..	..	..	-0.60	0.49	-0.25	-0.48	0.43
-7.00	..	..	..	..	..	-2.90	-7.71	..
-8.37	+0.08	-0.04	..	-2.22	-0.54	-4.29	-9.79	-0.41
5.95	8.10	8.92	9.92	7.51	10.33	7.50	7.72	14.74

réduite. De fait, alors que les taux de salaire de base ont, en valeur réelle, diminué de près de 30 % depuis 1979, la réduction effective de la rémunération totale – compte tenu du glissement des salaires et d'autres majorations salariales compensatoires – semble avoir été moins prononcée, se situant peut-être autour de 10 %.

Les mesures de modération des salaires prises à l'automne de l'an dernier ont été probablement trop tardives et trop faibles pour modifier sensiblement le cours de l'inflation au printemps 1983. Le rythme des hausses de prix a été largement dominé par la dépréciation accélérée de la monnaie – aboutissant à une nouvelle dévaluation de 9 % le 4 janvier – par les accords sur le prix du poisson et par les effets de l'accord salarial conclu au milieu de 1982 qui, sur la période de douze mois s'achevant en mai 1983, ont entraîné des hausses de salaire de l'ordre de 60 %. Ainsi, l'indice du coût de la vie a augmenté de 80 % environ entre mai 1982 et mai 1983, progressant à un rythme annuel moyen (non désaisonnalisé) de quelque 130 % entre février et mai 1983.

Il apparaissait de plus en plus clairement que la perspective d'une hyper-inflation effrénée risquait d'obérer gravement le fonctionnement de l'économie, notamment sur les points suivants :

- i) La planification des investissements et la planification financière des entreprises deviendraient extrêmement complexes, affaiblissant par là les incitations à produire, à embaucher et à investir.
- ii) L'épargne des ménages serait progressivement grignotée, ce qui limiterait les possibilités de réduire la forte dépendance actuelle vis-à-vis des capitaux étrangers;
- iii) Il deviendrait de plus en plus difficile de définir les mesures à prendre dans les domaines monétaire et budgétaire car il faudrait les situer dans un horizon temporel plus restreint;

- iv) Le mécanisme des paiements monétaires serait soumis à une tension croissante.

Qui plus est, une hyper-inflation endémique menacerait la compétitivité internationale et la solvabilité du pays, générerait les opérations d'emprunt à l'étranger et entraînerait à terme une baisse du niveau de vie beaucoup plus forte et beaucoup plus prolongée que ce ne serait le cas avec un programme de stabilisation cohérent visant à ramener l'inflation dans les limites des taux observés dans les pays voisins et chez les principaux partenaires commerciaux de l'Islande.

C'est dans ce contexte que le nouveau gouvernement, après une dévaluation de 14.6 % de la couronne vis-à-vis du dollar des États-Unis, a adopté en mai un train de mesures destinées à freiner l'inflation, à préparer une amélioration de l'équilibre des opérations extérieures et à favoriser les ajustements structurels au nouvel environnement international. Dans le domaine de la *politique des revenus*, l'indexation des salaires a été suspendue pour deux ans à compter du 1^{er} juin et les ajustements salariaux, qui prendront effet le 1^{er} juin et le 1^{er} octobre, ont été limités à 8 % et 4 % respectivement. La rémunération minimale et les salaires du secteur public ont été relevés de 10 % à compter du 1^{er} juin. Pour modérer l'effet défavorable de ces mesures sur le revenu disponible réel des ménages, qui devrait baisser de 22 % en taux annuel au second semestre 1983, certaines actions palliatives ont été annoncées, notamment l'augmentation des crédits d'impôt, des allocations pour enfant à charge, des pensions de vieillesse et des allocations aux familles mono-parentales. Des crédits supplémentaires ont été prévus pour égaliser le coût du chauffage domestique d'une région à l'autre, et les conditions de remboursement des emprunts-logement indexés ont été assouplies.

Les mesures de stabilisation visent à ramener le taux de l'inflation à 30 % environ en taux annuel au dernier trimestre de l'année (au lieu des 130 à 140 % prévus en l'absence de toute modification de l'action gouvernementale). La réussite des premières mesures prises par les pouvoirs publics dépendra bien entendu de la suite qui leur sera donnée dans les mois à venir. Selon la déclaration de politique économique du gouvernement, celui-ci « poursuivra une politique de taux de change réaliste qui, appuyée par des politiques monétaire et budgétaire fermes, servira de cadre aux décisions des agents économiques. Après une période d'ajustement, c'est aux interlocuteurs sociaux qu'il appartiendra de définir les contrats salariaux en tenant compte de la politique des pouvoirs publics en matière de taux de change et de revenus ».

Conséquences pour l'action gouvernementale

Les taux d'inflation observés au printemps de cette année atteignaient des niveaux insupportables, aussi des mesures draconiennes s'avéraient-elles indispensables pour briser la spirale salaires-prix. Ces mesures – suspension du système d'indexation et plafonnement autoritaire des salaires pendant le reste de l'accord salarial – devraient entraîner d'ici la fin de l'année un ralentissement notable du rythme de la hausse des prix. Le problème crucial pour les pouvoirs publics sera de consolider ces gains et d'éviter les brutales oscillations de l'inflation que le pays a connues à plusieurs reprises dans le passé.

La suspension du système d'indexation des salaires a plusieurs conséquences importantes pour l'action gouvernementale. Lorsque l'économie fonctionnait en régime d'indexation totale, tous les chocs défavorables étaient supportés par les secteurs exposés, et les variations des taux de change n'avaient aucune efficacité comme instrument de redistribution des revenus et de rétablissement de l'équilibre extérieur, car la hausse des prix à l'importation et les ajustements salariaux qui lui faisaient suite réduisaient rapidement l'avantage initial conféré au profit. Il existait une contradiction fondamentale entre l'objectif de réduction de l'inflation et la nécessité d'adapter l'économie aux influences extérieures. Sans indexation des salaires, les dévaluations

pourraient avoir des effets qui ne seraient plus seulement temporaires et modifier la répartition des revenus en faveur des secteurs présents sur les marchés extérieurs. La nécessité de dévaluer plus ou moins régulièrement la couronne devrait alors s'atténuer (en l'absence de nouvelles perturbations extérieures), ce qui contribuerait à stabiliser les facteurs d'inflation extérieurs. La tâche n'est sans doute pas facile, comme le montre l'expérience de 1981, année où les efforts faits pour enrayer la spirale salaires-prix en stabilisant le taux de change se sont avérés vains. Mais une politique de taux de change moins active et moins accommodante vis-à-vis de l'inflation apparaît comme un préalable à une maîtrise plus durable de l'inflation. La protection de l'économie intérieure contre les chocs extérieurs pourrait être renforcée par une utilisation plus accrue de la Caisse de péréquation des prix des produits de la pêche, qui offre d'importantes possibilités d'action, mais dont la gestion, pour être efficace, devrait, semble-t-il, être moins étroitement liée aux parties intéressées.

L'une des conditions préalables à une réduction durable de l'inflation semblerait être l'établissement d'un consensus en faveur d'un processus de formation des revenus qui soit adapté au nouveau cadre institutionnel. De fait, si le système d'indexation est remplacé par des négociations salariales beaucoup plus fréquentes, la pression en faveur du maintien des salaires réels pourrait de nouveau s'affirmer rapidement. Il semble donc essentiel que les parties aux négociations salariales reçoivent des directives fermes de la part des autorités, notamment au début du processus de désinflation, lorsque l'évolution des prix est encore soumise à des effets d'inertie et que les agents n'ont pas encore révisé leurs anticipations en fonction du niveau plus bas des hausses de prix supportables. Des négociations tripartites pourraient être engagées dans le but d'assurer une évolution modérée du revenu réel après la période de transition vers des niveaux d'inflation plus bas.

Même si le programme de politique des revenus est mené à bien, les tensions inflationnistes pourraient resurgir si l'orientation générale des politiques de régulation de la demande n'est pas modifiée. On songe en particulier à la politique monétaire : la croissance très rapide de la masse monétaire et la persistance de taux d'intérêt réels négatifs ces dernières années ont largement contribué à nourrir l'inflation. Malgré les difficultés inhérentes à l'application de cette politique, les initiatives prises récemment par la Banque centrale (notamment le système de pénalisation pour endettement excessif et le plafonnement du réescompte) devraient contribuer à orienter la régulation monétaire dans le sens d'une plus grande rigueur. Tout en freinant la croissance nominale des revenus, cette action apporterait un appui précieux à une politique de stabilisation des taux de change.

II. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

Production destinée à l'exportation

La production destinée à l'exportation a fortement baissé en 1982, en raison principalement d'une diminution marquée des prises de poisson. Le secteur de la pêche, dont la production annuelle a augmenté d'environ 13 % au cours des cinq années précédant 1980, est traditionnellement le moteur de la croissance des exportations de l'Islande. En 1981, cependant, la stagnation du volume des prises de poisson a interrompu cette tendance, et une diminution de 12 % (mesurée d'après la valeur des prises à prix constants) a été enregistrée en 1982 (tableau 3). Cette diminution est, pour une large part, la conséquence d'une interdiction de pêcher le capelan décidée en décembre 1981 pour reconstituer les stocks de poisson, tombés à un niveau inacceptable. Bien que sa part dans la valeur totale des prises de poisson soit tombée de 19 % en 1978 à

Tableau 3. Prises de poisson, 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1982 Janvier-août	1983 ² Janvier-août
Prises de poisson, milliers de tonnes	1 649	1 514	1 441	788	547	479
Morue	360	428	461	382	202	240
Autres	218	236	255	307	216	220
Poissons de fond, total	578	664	716	689	518	460
Hareng	45	53	40	55	—	1
Capelan	964	760	642	13	13	—
Homard, crevettes, crustacés	18	21	21	23	14	18
Autres	44	16	22	8	2	—
Valeur des prises, en millions de couronnes aux prix courants	1 129.9	1 809.0	2 668.7	3 440.9		
Morue	558.8	945.7	1 475.9	1 895.3		
Autres	296.4	448.7	659.8	1 191.8		
Poissons de fond, total	855.2	1 394.4	2 135.7	3 087.1		
Hareng	51.1	106.8	194.8	170.4		
Capelan	178.1	222.6	311.3	7.7		
Homard, crevettes, crustacés	39.9	81.0	109.7	170.2		
Autres	5.6	4.2	7.2	5.5		
Indices en volume 1978 = 100 ¹	116.6	126.9	126.7	111.5		
Poissons de fond	122.1	140.5	147.5	140.2		
Hareng	120.6	149.2	105.2	148.4		
Capelan	102.2	78.7	66.6	3.7		
Homard, crevettes, crustacés	101.5	125.0	115.6	122.4		
Autres	67.9	31.3	32.1	20.9		
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente						
Prises de poisson, en tonnes	5.3	-8.2	-4.8	-45.3		
Indices en volume ¹	16.6	8.8	-0.2	-12.0		

1. Aux prix de 1980.

2. Provisoire.

Source : Institut économique national.

12 % en 1981, la pêche au capelan était encore l'une des activités de pêche les plus importantes : en tonnage, elle représente la moitié des prises totales des dernières années. L'interdiction est toujours en vigueur et aucune pêche au capelan n'a eu lieu en 1983. Les prises de morue ont également fortement diminué en 1982, ne dépassant pas 382 000 tonnes, soit un recul de 17 % par rapport au niveau très élevé de 1981. Comme la pêche de la morue est de loin l'activité la plus importante, avec plus de la moitié de la valeur totale des prises, cette diminution a eu un impact sensible sur tout le secteur. Elle a été en partie compensée par l'augmentation du volume des prises d'autres espèces de poissons de fond, mais le total des prises n'en est pas moins tombé à un très bas niveau. La baisse s'est poursuivie au début de 1983, en raison de l'interdiction de la pêche au capelan et d'un nouveau fléchissement du volume des prises de morue. Au cours des cinq premiers mois de 1983, les prises de morue étaient déjà inférieures de 60 000 tonnes au chiffre de la même période de l'année dernière, et le total des prises (en valeur aux prix constants de 1980) était inférieur de 9 %.

La production de produits de la mer transformés destinés à l'exportation a subi le contrecoup de la diminution des prises de poisson (tableau 4). Cela s'est traduit principalement par une baisse de 75 % de la production de farine et d'huile de poisson,

Tableau 4. Production destinée à l'exportation et exportations

	1981 Millions de couronnes Prix courants	Pourcentage de variation en volume				
		1978	1979	1980	1981	1982 ¹
Produits de la mer	5 254	7.5	15.0	10.5	1.5	-12.7
Aluminium	748	4.5	-2.5	1.7	2.0	1.1
Ferrosilicium	128	—	— ²	67.5	18.0	24.2
Autres produits	670	5.7	9.9	7.9	-6.6	-8.5
Production destinée à l'exportation	6 800	6.0	13.0	9.8 ⁴	1.0	-10.2
Variation des stocks destinés à l'exportation ³	-264	(2.4)	(-0.7)	(-1.7)	(-3.9)	(-6.9)
Exportations totales de marchandises, f.o.b.	6 536	16.0	9.5	9.0	-1.2	-17.1
Exportations de services	2 351	12.8	0.5	-13.7	12.1	14.5
Exportations de biens et services	8 887	15.1	6.8	2.7	1.9	-9.0

1. Chiffres provisoires.

2. Le signe — indique un accroissement des stocks ; les variations de stocks sont exprimées en pourcentage de la production destinée à l'exportation pour la même année.

3. La production a commencé en mai 1979.

4. Non compris le ferrosilicium : 8½ %.

Source : Institut économique national.

suite à l'interdiction de la pêche au capelan. De graves problèmes de commercialisation (restriction aux importations conduisant à une chute brutale des ventes de « stockfish » rencontrés sur certains marchés, notamment le Nigéria), ont également joué un rôle important. Les ventes de stockfish s'étaient développées rapidement et représentaient en 1981 quelque 17 % des exportations totales de produits de la mer ; mais il ne subsistait en 1982 qu'un tiers de ce marché. Plusieurs autres secteurs de l'industrie de transformation des produits de la mer ont vu leur production augmenter ; ainsi, la production de poisson frais et réfrigéré s'est accrue d'environ 10 %, et celle des produits congelés de 2 %. La production totale a diminué d'environ 13 % en 1982. Malgré ce très bas niveau, la faiblesse des marchés a entraîné l'accumulation de stocks considérables, particulièrement de stockfish. Les exportations de produits de la mer ont donc fléchi encore plus que la production (tableau 4).

Bien que la demande d'aluminium ait été faible, entraînant une baisse du volume des exportations, la production a légèrement augmenté en 1982, et les stocks se sont sensiblement accrus. Vers la fin de l'année, ceux-ci atteignaient un niveau record, égal à 45 % de la production annuelle. L'industrie du ferro-silicium a enregistré un accroissement de sa production de 24 % en volume, et ses exportations ont progressé de 32 %. La production et les exportations de diatomite ont également progressé rapidement, alors que la production destinée à l'exportation d'autres produits manufacturés marquait un recul. Le volume total des exportations de marchandises a diminué de 17 % en 1982. Comme le volume des exportations de services, qui représente un tiers du total des exportations, a augmenté de près de 15 %, la baisse des exportations de biens et de services n'a pas dépassé 9 %¹⁰.

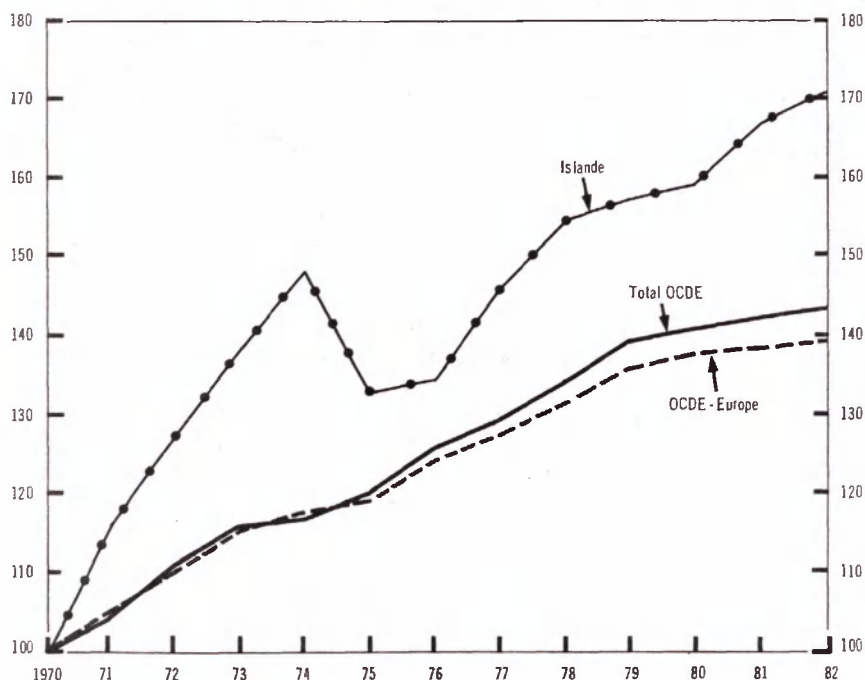
10. Il faut toutefois noter que les exportations de services, qui incorporent fréquemment une proportion importante de produits importés, contribuent pour une moindre part à la balance des opérations courantes et à la production intérieure que ne l'indiquent les chiffres des exportations brutes pris isolément.

Demande intérieure

Les taux de salaire ont augmenté de 50 % en 1982, mais comme le taux d'inflation (mesuré par l'indice implicite des prix de la consommation privée) a atteint 54 %, les salaires réels ont diminué de 2¼ %. L'emploi a progressé légèrement, mais le nombre moyen d'heures travaillées par salarié est demeuré à son niveau précédent de 50 heures par semaine. Le fléchissement des revenus salariaux totaux est donc un peu moindre que celui des salaires horaires. Les prestations de sécurité sociale et les versement des caisses de pensions privées ont continué de s'accroître, en raison à la fois de l'amélioration des prestations et de l'augmentation du nombre des bénéficiaires, ce qui a entraîné une progression de près de 1 % du revenu réel disponible des ménages, malgré la baisse des salaires réels. La consommation privée s'est accrue dans une proportion légèrement supérieure, soit 2 % par rapport à 1981. C'était la septième année consécutive d'accroissement de la consommation privée, ce qui constitue probablement un phénomène unique parmi les pays Membres au cours de cette période (graphique 5); de 1976 à 1982, la progression a atteint près de 30 %. L'augmentation a été plus rapide au début de 1982 mais, comme l'indexation des salaires a été partiellement suspendue à la suite des mesures économiques prises au mois d'août, les salaires réels ont décliné considérablement et la consommation privée a commencé à fléchir. Ce recul s'est poursuivi depuis lors, comme en témoigne la baisse en valeur réelle des recettes de la taxe sur les ventes et des droits de douane à l'importation, qui ont atteint respectivement 10 % et 15 à 20 % entre les cinq premiers mois de 1982 et la période correspondante de 1983, cette baisse s'expliquant en partie par une diminution de 50 % des ventes d'automobiles.

Graphique 5. Consommation privée

Volume, indices 1970 = 100



Source : OCDE, Comptes Nationaux.

Tableau 5. Formation brute de capital fixe

	1981 Millions de couronnes Prix courants	Pourcentage de variation en volume par rapport à l'année précédente ¹					
		1977	1978	1979	1980	1981	1982 ²
Construction de logements	1 008	5.5	0.0	-2.0	-3.1	-10.5	4.1
Autres investissements privés	2 352	41.2	-1.3	-0.8	6.1	5.7	-3.5
Agriculture	235	13.3	-3.9	-13.2	-7.0	-1.3	5.1
Pêche	376	192.6	-29.8	7.9	-11.8	18.0	-11.7
Industries de transformation							
du poisson	215	63.6	-11.8	14.8	-7.1	2.1	0.7
Fonderie d'aluminium	155	300.0	142.9	335.3	4.1	36.4	-84.8
Usine de ferrosilicium	20	218.2	146.4	-30.6	-40.7	-80.0	-85.7
Autres industries de transformation	373	14.3	15.2	10.9	-0.0	4.1	13.4
Matériel de transport	470	13.1	-32.6	-4.5	91.2	10.2	-18.6
Autres machines et matériel d'équipement	240	19.6	20.4	-10.2	44.3	7.8	28.5
Bâtiments commerciaux, etc.	268	-4.1	11.3	-17.6	0.6	14.2	24.9
Bâtiments et travaux publics	2 189	-13.2	-13.1	0.7	22.1	4.9	-7.1
Production d'électricité	810	-34.8	-24.8	7.1	39.3	7.5	-7.0
Chauffage géothermique, approvisionnement en eau	370	47.5	-3.7	4.4	24.2	-8.2	-42.9
Communications	639	-2.6	-6.0	-0.8	12.3	5.7	6.8
Bâtiments publics	370	5.0	-11.1	-9.8	6.4	13.5	4.1
Formation brute de capital fixe	5 549	11.5	-5.4	-0.6	9.4	2.1	-3.6
<i>Pour mémoire :</i>							
Formation de capital fixe en % du PNB		28.5	26.1	25.7	27.1	27.0	27.0

1. Prix constants (1980) pour la période 1978-1981 ; avant cette période, prix de 1969.

2. Chiffres provisoires.

Source : Institut économique national.

L'investissement a fléchi légèrement en 1982 (tableau 5). Les investissements du secteur public en particulier, comme les systèmes de chauffage géothermique et les centrales électriques, ont accusé un recul prononcé par rapport à 1981, inversant ainsi la tendance des trois années précédentes, qui était fortement à la hausse. Dans l'industrie, la formation de capital a également diminué, mais à des degrés divers selon les secteurs. Un important programme d'investissement entrepris à la fonderie d'aluminium est arrivé à son terme, ce qui a réduit le volume global des investissements industriels d'environ 5½ %. L'excédent de capacité considérable que connaît le secteur de la pêche s'est traduit par une baisse de 12 % des investissements dans ce secteur. En revanche, dans les industries manufacturières autres que la transformation du poisson, l'aluminium et le ferro-silicium, les investissements ont progressé d'environ 13 %, suivant en cela la tendance des dix dernières années, et leur part dans le montant total des investissements industriels est passée à environ 20 %. L'augmentation a été encore plus forte pour les investissements affectés à la construction non résidentielle (bâtiments à usage commercial et de bureaux, hôtels, etc.) et à l'acquisition de machines et d'outillage, qui ont enregistré respectivement une hausse de 25 et de 29 %. La construction résidentielle, stimulée par la possibilité offerte aux emprunteurs de se procurer des fonds à des conditions intéressantes auprès de la Caisse ouvrière de crédit à la construction, a connu un certain raffermissement, après plusieurs années de recul.

Tableau 6. Demande et production

	1981 Millions de couronnes Prix courants	Pourcentage de variation en volume par rapport à l'année précédente ¹					
		1977	1978	1979	1980	1981	1982
Consommation privée	13 240	8.0	6.0	2.0	1.0	5.0	2.0
Consommation publique	2 520	0.8	3.8	3.5	4.0	5.0	2.0
Formation brute de capital fixe	5 549	11.5	-5.4	-0.6	9.4	2.1	-3.6
Demande intérieure finale	21 309	8.3	2.6	1.5	3.5	4.2	0.5
Formation de stocks ²	233	2.7	-2.9	1.1	0.8	0.4	1.8
Demande intérieure totale	21 542	10.9	-0.2	2.6	4.2	4.6	2.2
Exportations de biens et services	8 887	10.3	15.1	6.8	2.7	1.9	-9.0
Importations de biens et services	9 910	18.7	4.7	2.5	3.6	8.6	0.8
Balance extérieure ²	-1 023	-5.9	3.6	1.7	-0.4	-3.0	-4.3
PNB aux prix du marché	20 519	6.0	3.5	4.4	3.9	1.6	-2.0
Incidence des variations des termes de l'échange		+3.0	—	-4.1	-1.2	3.0	-2.0
Revenu national brut		9.0	3.5	0.3	2.7	1.9	-2.3

1. Prix constants (1980) pour la période de 1978 à 1981 ; avant cette période, prix de 1969.

2. Contribution à la croissance du PNB, c'est-à-dire variations des agrégats exprimées en % du PNB de l'année précédente.

Source : Institut économique national.

La production totale a diminué l'année dernière, pour la première fois depuis 1975 (tableau 6). Par suite de l'affaiblissement de la consommation privée et publique d'une part, et de l'investissement d'autre part, la croissance de la demande intérieure finale s'est considérablement ralentie, passant, de 4.2 % en 1981 à 0.5 % en 1982. Mais, en raison de la forte augmentation des stocks de poisson et de la hausse des stocks d'aluminium, la demande intérieure totale s'est néanmoins accrue de 2.2 %. Les importations de biens spéciaux (essentiellement matières destinées aux fonderies, mais aussi navires, aéronefs et matériel destiné aux projets d'investissement de la fonderie d'aluminium et de la Compagnie nationale d'électricité ont diminué de 25 %, en raison de l'achèvement des principaux programmes d'investissement. Par ailleurs, le recours plus intensif aux ressources géothermiques nationales, a fait baisser d'environ 6 % le volume des importations de pétrole. Les importations de biens de consommation se sont accrues, mais leur taux de croissance est tombé de plus de 11 % en 1981 à 3.5 % en 1982. En volume, les importations totales de marchandises ont enregistré une baisse de l'ordre de 3 %, mais comme les importations de services ont progressé de 9.5 %, les importations totales de biens et services se sont accrues de 0.8 %. L'affaiblissement des importations s'est poursuivi durant les premiers mois de 1983 ; d'après des estimations provisoires, les importations de marchandises des quatre premiers mois de l'année seraient en baisse de plus de 10 % par rapport aux quatre mois correspondants de l'année précédente. Le recul s'est fait particulièrement sentir pour le pétrole (- 37 %) et les autres produits courants (- 13 %).

Le marché du travail

Malgré la baisse du PNB enregistrée en 1982, le niveau de l'emploi est resté élevé. Le chômage a cependant légèrement augmenté, passant de 0.5 % en 1981 à 0.7 % en 1982 (tableau 7). Cette augmentation a pour cause principale une grève des pêcheurs, qui a entraîné la fermeture temporaire des usines de transformation du poisson. C'est

Tableau 7. Chômage recensé
En pourcentage de la population active totale

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Islande	0.5	0.5	0.3	0.3	0.4	0.3	0.5	0.7
Danemark	6.0	6.1	7.7	7.4	6.1	7.0	9.2	9.8
Suède	1.6	1.6	1.8	2.2	2.1	2.0	2.5	3.2
Norvège	1.1	1.1	0.9	1.1	1.3	1.2	1.5	2.1
Finlande	2.2	4.0	6.1	7.5	6.2	4.9	5.3	6.2
OCDE Europe	4.2	4.8	5.1	5.4	5.6	6.2	8.0	9.3
Total OCDE	5.2	5.3	5.2	5.2	5.1	5.8	6.7	8.2

Sources : Publications nationales et OCDE.

seulement à la fin de l'année qu'est apparue une certaine faiblesse sur le marché du travail. Cette tendance s'est poursuivie au début de 1983 et le niveau de l'emploi a été inférieur, au cours du premier trimestre, à celui des années précédentes. D'autres facteurs ont joué un rôle, comme la diminution des prises de poisson et les conditions météorologiques défavorables. Le nombre moyen des chômeurs recensés s'est établi, durant le premier trimestre, à 1 800 (1.7 % de la population active), contre 600 durant la même période de 1979 et de 1981.

Au cours de la dernière décennie, le chômage s'est maintenu à un niveau bas (entre 0.3 et 0.7 %), même lorsqu'il s'est produit une baisse du PNB, comme en 1975. Compte tenu de ce faible pourcentage et de la situation que connaissent de nombreux autres pays de l'OCDE, on peut considérer qu'il a existé une pénurie de main-d'œuvre en Islande tout au long de cette période, et que le chômage recensé a été essentiellement local et saisonnier. Plusieurs facteurs ont contribué au maintien du chômage à ce très faible niveau. C'est, tout d'abord, la forte mobilité de la population active, particulièrement de la main-d'œuvre non spécialisée du secteur de la pêche. En second lieu, les horaires de travail sont à la fois très longs et très souples ; lorsque l'activité se ralentit, on réduit les horaires avant de procéder à des licenciements. Ainsi en a-t-il été durant la grave récession de 1975, qui ne s'est traduite par aucune augmentation du chômage. Enfin, il a toujours existé de très fortes pressions sociales et politiques allant dans le sens d'un refus du chômage.

La balance des paiements

Excédentaire depuis quelques années, la balance commerciale a enregistré un déficit en 1981. La situation s'est détériorée en 1982 avec un déficit commercial dépassant 6 % du PNB. La baisse de 1½ % des termes de l'échange (due au fait que les prix à l'exportation des produits de la mer, du ferro-silicium et de l'aluminium ont diminué considérablement, alors que les prix à l'importation demeuraient assez stables) a contribué fortement à cette détérioration. En outre, la valeur des exportations en devises étrangères a diminué, en raison d'une contraction sensible de leur volume. Exprimée en devises la valeur des exportations de marchandises a décréu de 20 %, alors que celle des importations a baissé de 4 % seulement. Le déficit de la balance commerciale est passé d'environ 200 millions de couronnes en 1981 à 1 885 millions de couronnes en 1982.

Les communications sont, de loin, le secteur le plus important des services, dont elles représentent environ la moitié, tant en revenus qu'en dépenses ; elles se répartissent à parts à peu près égales entre les transports aériens et les transports maritimes. Ce poste, après avoir été déficitaire en 1980, a retrouvé un équilibre approximatif en 1981 et

Tableau 8. Balance des paiements
 Sur la base des transactions, millions de dollars des Etats-Unis

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Exportations, fob	512.6	649.4	790.9	931.1	902.8	677.2
Importations, fob	565.2	617.5	764.5	899.2	929.8	827.8
Balance commerciale fob/fob	-52.6	+31.9	+26.4	+31.9	-27.0	-150.6
Services, net	4.0	-2.9	-44.8	-97.3	-114.2	-97.8
Voyages	-18.4	-22.7	-27.8	-31.9	-47.7	-47.7
Transports et assurance	27.6	26.8	9.1	-34.4	-5.1	-7.6
Versements d'intérêts	-44.1	-58.3	-68.4	-84.6	-110.8	-117.8
Divers	38.9	51.5	42.3	53.7	49.4	75.2
Transferts, net	-0.1	-0.9	-2.8	-4.2	-3.2	-4.5
Balance des opérations invisibles	+3.9	-3.8	-47.6	-101.5	-117.4	-102.3
Balance des paiements courants	-48.7	-28.1	-21.2	-69.6	-144.4	-252.9
Mouvements de capitaux à long terme	98.4	64.4	88.6	143.6	155.3	173.9
Du secteur privé	22.0	19.6	23.0	65.3	77.8	33.9
Du secteur public	76.4	44.8	65.6	78.3	77.5	140.0
Mouvements de capitaux à court terme non monétaires	-28.7	-16.9	-7.1	26.1	76.4	38.5
Erreurs et omissions	—	-26.6	-33.2	-47.6	-23.9	-52.5
Institutions monétaires privées	-1.3	-0.9	-2.0	-4.2	+1.0	-7.4
Balance des règlements officiels	+19.7	+48.1	+25.1	+48.3	+64.4	-100.4
Utilisation de crédits du FMI	—	-11.7	-16.3	-23.9	-11.5	-18.0
Comptes divers du secteur public	-4.2	10.8	22.4	3.5	12.4	30.2
Allocations de DTS	—	—	-3.5	-3.3	-3.3	—
Variation des réserves (- = augmentation)	-15.5	-47.2	-27.7	-24.6	-62.0	88.2
Taux de conversion (couronnes par dollar des Etats-Unis)	1.99	2.71	3.52	4.79	7.24	12.52

Source : Banque centrale d'Islande.

s'y est maintenu depuis lors. Le déficit enregistré au cours des années précédentes tenait essentiellement aux difficultés de l'industrie du transport aérien. Les revenus tirés de la base de l'OTAN de Keflavik ont fortement augmenté l'année dernière, passant à quelque 1 100 millions de couronnes, soit un quart environ des recettes totales des services. Habituellement, les dépenses des Islandais voyageant à l'étranger sont environ trois fois supérieures aux recettes du tourisme; l'année dernière, qui s'est soldée par un déficit de la balance touristique d'environ 600 millions de couronnes, n'a pas fait exception à cet égard. Les intérêts à acquitter au titre de la dette extérieure croissante se sont également traduits par des dépenses nettes importantes : en termes réels, ces versements ont augmenté d'environ 20 % (chiffre corrigé par l'indice implicite des prix du PIB), pour atteindre quelque 1 500 millions de couronnes. Au total, le déficit de la balance des services s'est monté à 1 225 millions de couronnes (98 millions de dollars), ce qui représente, exprimé en devises étrangères, une légère amélioration par rapport au déficit considérable de 1981. Le déficit de la balance des opérations courantes s'est accru, atteignant 3 110 millions de couronnes, soit 10 % du PIB. 1982 a donc été la quatrième année consécutive au cours de laquelle le déficit de la balance courante, exprimé en pourcentage du PNB, a doublé par rapport à l'année précédente.

Comme ces dernières années, c'est le secteur public qui est principalement à

l'origine des emprunts extérieurs destinés à couvrir le déficit de la balance des opérations courantes. La balance des opérations en capital a enregistré un excédent de 2 660 millions de couronnes, dont les deux tiers (1 753 millions de couronnes) sont à attribuer aux emprunts nets du secteur public. Ce montant est en forte augmentation par rapport à 1980, année au cours de laquelle les emprunts nets du secteur public à l'étranger avaient atteint 560 millions de couronnes (un tiers de l'excédent de la balance des capitaux). L'essentiel de cette progression est imputable à l'augmentation des emprunts de l'Administration centrale destinés à financer les investissements des entreprises publiques. Les collectivités locales ont également commencé à emprunter à l'étranger, surtout pour financer la construction d'installations de chauffage. Le montant brut de ces emprunts est passé de 54 millions de couronnes en 1981 à 370 millions en 1982. L'endettement extérieur net des institutions financières s'est sensiblement accru, alors que celui du secteur privé a été faiblement négatif. Parmi les autres mouvements de capitaux, on peut signaler une entrée de capitaux privés à court terme liée à l'augmentation des stocks d'aluminium¹¹.

Depuis quelques années, l'augmentation de la dette extérieure et des charges du service de la dette est une cause de préoccupation croissante. Comme le montre le tableau 9, la dette à long terme, exprimée en pourcentage du PNB, a d'abord fortement augmenté de 1974 à 1975, s'est ensuite stabilisée pendant cinq ans, puis a de nouveau fortement augmenté, pour atteindre 48 % en 1982. L'augmentation observée tient pour une part à la hausse des taux d'intérêt internationaux¹², puisque 50 % environ de la dette sont soumis à des taux flottants. Mais la progression du montant des intérêts versés s'accélère dangereusement; ce montant a doublé entre 1978 et 1982 et représente maintenant 5¼ % du PNB. Cette poussée s'explique principalement par le recours accru à l'emprunt des secteurs public et privé et des institutions financières. Le secteur public, dont l'endettement extérieur à long terme représente 65 % du total, a augmenté ses emprunts extérieurs d'environ 340 % au cours des deux années 1981 et 1982. Les chiffres correspondants pour le secteur privé et les institutions financières s'établissent

Tableau 9. Evolution de la dette extérieure à long terme de l'Islande de 1972 à 1982

	Dette à long terme	Dette extérieure nette ¹	Dette à long terme	Dette extérieure nette	Service de la dette
	Millions de couronnes ²		% du PNB		% des exportations
1972	172.5	126.7	25.2	18.5	11.3
1973	226.1	171.5	23.4	17.8	9.1
1974	337.9	345.9	23.9	24.5	11.2
1975	672.8	727.1	34.9	37.7	14.2
1976	898.5	940.0	33.8	35.3	13.8
1977	1 205.5	1 205.8	31.6	31.6	13.7
1978	1 994.3	1 848.2	33.7	32.0	13.1
1979	2 909.5	2 703.2	34.4	32.0	12.8
1980	4 623.1	4 284.9	34.4	31.6	14.1
1981	7 523.2	6 525.2	36.7	31.8	16.4
1982	14 880.0	14 984.0	47.9	48.2	21.4

1. Après prise en compte des crédits à court terme à l'importation, des exportations impayées et des réserves nettes de devises.

2. Convertis en couronnes aux taux de change moyens pour l'année.

Source : Banque centrale d'Islande.

11. Il faut noter que les erreurs et les omissions ont presque quadruplé l'année dernière, passant à 658 millions de couronnes, soit 20 % du déficit de la balance des opérations courantes.

12. En 1982, une variation d'un point des taux d'intérêt équivalait à une variation d'environ 100 millions de couronnes de la dette extérieure.

respectivement à 275 et 410 %, ce qui représente un accroissement notable en termes réels. On prévoit que le secteur public devra à nouveau contracter d'importants emprunts à l'étranger en 1983, le Trésor ayant de gros besoins de financement au cours des cinq premiers mois de l'année. Sous l'effet de ces évolutions et de la diminution des recettes d'exportation, le coefficient de service de la dette a fortement augmenté au cours des deux dernières années, atteignant plus de 21 % des recettes d'exportation. La baisse récente du taux de change aura pour effet, dans un premier temps, d'augmenter encore ce pourcentage; mais cette augmentation sera peut-être compensée ultérieurement par une progression des exportations, qui bénéficieront de la dévaluation et de la reprise économique mondiale. Bien que la structure de la dette extérieure soit saine (elle se compose pour une large part de dettes à long terme) et que l'Islande ne connaisse pas de difficultés financières, le coût élevé du service de la dette est une contrainte majeure pour l'économie.

III. POLITIQUES BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE

Politique budgétaire

Selon les prévisions officielles, fondées sur l'hypothèse technique d'une hausse des prix de 33 % en 1982, les recettes et les dépenses de l'administration centrale (tableau 10) devaient toutes deux augmenter à un rythme voisin de celui des prix pour dégager un léger excédent de 58 millions de couronnes, l'équivalent de $\frac{3}{4}$ % du PNB. En fait, elles ont progressé de plus de 55 % et l'excédent des recettes a été beaucoup plus élevé que prévu (tableau 10). Toutefois, compte tenu d'une forte augmentation des engagements divers, la position de trésorerie de l'administration centrale a été à peu près conforme aux estimations. Bien que le Trésor ait amélioré sa position financière vis-à-vis de la Banque centrale pour la quatrième année consécutive, les résultats de 1982 indiquent qu'il y a eu probablement un léger assouplissement de la politique budgétaire. Outre le budget de l'administration, il existe un budget du crédit (tableau 12) : celui-ci recouvre en partie le précédent dans la mesure où il englobe la plupart des programmes d'investissement de l'administration centrale, mais il comptabilise aussi les projections globales en matière d'investissement et de crédit. Le budget du crédit de 1982 prévoyait que les dépenses augmenteraient d'environ 80 %, le taux d'inflation prévu étant de 33 %¹³; la progression effective des dépenses s'est établie à 93 %. Si l'on considère l'ensemble des deux budgets, qui font apparaître un endettement élevé et en croissance accélérée, l'orientation de la politique budgétaire a été relativement expansionniste en 1982, probablement plus qu'en 1981¹⁴.

L'accélération de l'inflation semble avoir été la principale cause du dépassement des dépenses, les dépenses publiques en volume ayant apparemment évolué à peu près comme on l'avait projeté. Outre l'accentuation de l'inflation, le fait que l'augmentation des recettes enregistrée l'an dernier a été plus importante que prévu tient à de deux facteurs principaux. En premier lieu, la hausse des revenus réels en 1982 et au début de 1983, se conjuguant à l'anticipation de dévaluations importantes, s'est traduite par une

13. Tant le budget de l'administration centrale que celui du crédit ont été établis ces dernières années sur la base d'hypothèses techniques touchant les prix et les salaires et non à partir de véritables prévisions.

14. Évaluer l'orientation de la politique budgétaire est une tâche extrêmement difficile, non seulement en raison du chevauchement de certains postes du budget de l'administration centrale et du budget du crédit mais aussi du volume considérable des emprunts hors budget lancés par des organismes du secteur public.

Tableau 10. Recettes et dépenses de l'Administration centrale
Millions de couronnes, dans l'optique de la trésorerie

	1979		1980		1981		1982		1983	
	Budget	Résultats	Budget	Résultats	Budget	Résultats	Budget	Résultats ¹	Budget	Estimations révisées
Recettes	2 090	2 378	3 462	3 681	5 515	5 993	7 967	9 562	13 007	14 860
Dépenses	2 023	2 467	3 432	3 766	5 457	6 075	7 909	9 324	12 973	15 843
Solde budgétaire	67	-89	29	-85	57	-82	58	238	34	-983 ²
Transactions financières en dehors de la Banque centrale	14	30	75	75	84	123	102	116	58	} -168
Engagements divers	-5	82	-8	72	-13	144	-15	-207	-15	
Solde de Trésorerie	76	23	96	62	128	185	145	147	77	-1 151
<i>dont</i> : Banque centrale	51	22	81	45	100	164	120	126	60	-1 168
En pourcentage des recettes :										
Solde budgétaire	3.2	-3.7	0.8	-2.3	1.0	-1.4	0.7	2.5	0.3	-6.6
Solde de trésorerie	3.6	1.0	2.8	1.7	2.3	3.1	1.8	1.5	0.6	-7.7

1. Chiffres préliminaires.

2. Non compris 300 millions de couronnes d'épargne budgétaire (autorisés mais non affectés).

Sources : Banque centrale d'Islande et Ministère des Finances.

Tableau 11. Recettes du Trésor, par catégorie¹
En pourcentage des recettes totales

	1979	1980	1981	1982 ²	1983 ³
Impôts directs	18.6	16.5	15.6	15.6	18.6
Impôts indirects	79.3	80.9	82.5	82.5	79.6
<i>dont :</i>					
Taxe sur les ventes	31.2	34.8	35.6	35.4	35.4
Taxe sur les boissons alcoolisées	7.0	6.7	6.5	6.1	6.4
Taxes indirectes	6.2	7.0	7.1	8.1	7.4
Droits à l'importation	18.4	16.2	17.7	18.4	16.6
Autres recettes	2.1	2.6	1.9	1.9	1.8
Recettes totales en pourcentage du PNB	29.3	29.6	30.7 ⁴	30.8	..

1. Les chiffres indiqués pour les années 1979 à 1981 ont été établis sur la base du fait générateur ; les chiffres correspondant aux années 1982 et 1983 ont été calculés dans l'optique de la gestion.

2. Chiffres préliminaires.

3. Budget approuvé.

4. Calcul effectué dans l'optique de la gestion ; sur la base du fait générateur, le pourcentage serait d'un ou deux points plus élevé.

Source : Banque centrale d'Islande.

demande d'importations – en ce qui concerne, par exemple, les importations de véhicules de tourisme – supérieure aux prévisions, de sorte que l'accroissement du produit des droits d'importation et des impôts indirects a dépassé les estimations. En second lieu, en août 1982 la taxe spéciale sur les ventes de biens importés et de biens d'origine nationale a été majorée pour une période de six mois s'achevant en février 1982. Du fait en partie de ces facteurs, on estime que la part des impôts indirects dans les recettes totales est restée inchangée, à 83.4 %, en 1982 (tableau 11) alors qu'on prévoyait une baisse de deux points environ (81.4 %). Le recours intensif et permanent à la fiscalité indirecte illustre les problèmes que pose le maintien du niveau des recettes dans une situation d'inflation croissante et en l'absence d'un système de perception de l'impôt direct à la source. L'impôt qui est mis en recouvrement au cours d'une année donnée est celui qui frappe les revenus de l'année précédente. Qui plus est, certaines catégories de revenus, notamment l'intérêt sur les bons d'État, ne sont pas imposés, et ces titres sont eux-mêmes exonérés de l'impôt sur la propriété ; ces mesures ont été prises pour stimuler l'épargne.

Le budget de 1983 (tableau 10) était fondé sur l'hypothèse technique d'une hausse des prix de 42 % et prévoyait une augmentation de 36 % des recettes, ce qui impliquait une forte baisse en termes réels puisqu'à la date des estimations, le taux de l'inflation dépassait 50 %. Les dépenses publiques devaient aussi diminuer en termes réels, l'accroissement nominal étant de 39 %. Néanmoins, on prévoyait que le compte des recettes se solderait de nouveau par un léger excédent, de même que la position de trésorerie après prise en compte des transactions financières effectuées en dehors de la Banque centrale (tableau 10). Du fait de l'accélération de l'inflation et de l'affaiblissement de la demande à partir des derniers mois de 1982, les prévisions du budget ont largement sous-estimé les évolutions probables. Dans les cinq premiers mois de l'année, les recettes totales ont été supérieures de quelque 55 % à celles de la même période de 1982. Pour les dépenses, le taux d'accroissement correspondant a été de 80 %. Malgré ce dépassement des prévisions, la progression des recettes a été faible par comparaison avec le taux de l'inflation, qui a atteint plus de 100 %. Une cause majeure de cette évolution est la forte chute des droits perçus à l'importation, qui a atteint 25 % en termes réels. Selon les estimations, le produit total des impôts indirects aura baissé de 9 % en termes

réels. Du fait du fléchissement de la demande, les recettes tirées des autres impôts indirects ont augmenté moins vite que les prix. Après prise en compte de l'inflation, les dépenses publiques jusqu'en mai semblent avoir dépassé quelque peu les estimations initiales du budget. Ces diverses tendances se sont soldées par une dégradation accusée de la position budgétaire, le déficit de trésorerie atteignant 978 millions de couronnes pour les cinq premiers mois de l'année.

L'évolution pour 1983 dans son ensemble dépendra des effets de la dévaluation de mai et du programme global de stabilisation qui l'accompagne¹⁵. Celui-ci prévoit une réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques¹⁶, un accroissement des dépenses du Trésor au titre de la péréquation des coûts de chauffage domestique¹⁷ et une augmentation des versements complémentaires au titre des pensions vieillesse et invalidité ainsi que des prestations aux familles monoparentales. Le coût total de ces mesures, estimé à 400 millions de couronnes, pourrait être en partie absorbé par des réductions de dépenses dont le détail n'a pas encore été rendu public¹⁸. Les estimations révisées du budget 1983, qui prennent en compte ces mesures, sont présentées dans le tableau 10; le fait le plus saillant est la forte dégradation des recettes et de la position de trésorerie.

L'Althing n'a pas été saisi d'un budget global du crédit pour 1983, mais a adopté en mars un programme d'emprunts. Alors que les crédits ouverts pour le financement des investissements publics s'élèvent à 1 623 millions de couronnes (tableau 12) – ce qui

Tableau 12. **Financement des investissements publics par le crédit**
Millions de couronnes

	1980	1981	1982 ¹	1983 ²
Utilisation des fonds	396	652	1 259	1 623
Partie A du Budget	128	239	317	525
Construction de routes	95	136	200	249
Autres emplois	33	103	117	276
Partie B du Budget	268	413	942	1 210
Investissements dans le secteur de l'énergie	152	256	416	254
Paiements d'intérêts	42	56	277	492
Autres	74	101	249	352
Source des fonds	396	652	1 259	1 623
Emprunts à l'étranger	146	334	800	802
Emprunts intérieurs	250 ³	318	459	821
Nouveaux certificats d'épargne	70	50	132	200
Certificats d'épargne ⁴	98	110	114	360
Banques et caisses de retraites	49	133	125	188
Autres	20	26	88	73
<i>Pour mémoire :</i>				
Emprunts à l'étranger en pourcentage du total des emprunts du Trésor	36.9	51.2	63.5	52.7
Emprunts du Trésor en pourcentage du PNB	2.9	3.2	4.1	..

1. Résultats préliminaires.

2. Projet de budget du crédit de mars 1983.

3. Y compris 13 millions de couronnes de financement provisoire.

4. Après amortissement des prêts consentis sur le produit des ventes antérieures de certificats d'épargne.

Source : Banque centrale d'Islande.

15. Pour plus de détails, se reporter à la première partie.

16. Les abattements pour enfant à charge ont été augmentés, de même que les crédits d'impôts déductibles de l'impôt brut estimé sur le revenu.

17. Il s'agit d'une subvention en faveur des ménages qui se chauffent à l'électricité ou au mazout et supportent des coûts notablement plus élevés que les ménages utilisant l'énergie géothermique.

18. Le gouvernement a déclaré qu'il envisageait des réductions de dépense pouvant atteindre 300 millions de couronnes.

représente un accroissement de 29 % et donc une baisse considérable en termes réels —, l'Althing a approuvé un programme d'emprunts totalisant quelque 3 milliards de couronnes, autorisant par là d'importants emprunts hors budget, principalement destinés à la Compagnie nationale d'électricité. Le budget du crédit prévoyait un financement intérieur pour la Partie A (tableau 12), d'un montant de 525 millions de couronnes, le total des emprunts intérieurs étant estimé à 820 millions de couronnes. Toutefois, les dernières estimations donnent à penser que l'emprunt intérieur pourrait être inférieur de plus de 100 millions de couronnes à ce chiffre. Par conséquent, si les plans d'investissement initiaux sont respectés, les besoins d'emprunt à l'étranger seront plus élevés qu'il n'était prévu au départ. La part des emprunts à l'étranger dans le total des emprunts du Trésor pourrait néanmoins être inférieure au niveau très élevé atteint en 1982. Comme l'indique le tableau 12, cette part a fortement augmenté ces dernières années, d'où un alourdissement considérable de la dette extérieure et du service de la dette¹⁹, dont l'importance relative vis-à-vis du PNB et des recettes d'exportation respectivement est la plus élevée de tous les pays de l'OCDE. En même temps, le financement monétaire des opérations du secteur public s'accroîtra notablement, rendant ainsi plus difficile la gestion monétaire.

Politique monétaire

Comme cela s'était déjà souvent produit auparavant, l'objectif anti-inflationniste poursuivi par le gouvernement en 1982 est entré en conflit avec d'autres priorités auxquelles il a été subordonné. Étant donné l'aggravation considérable du déficit extérieur courant et l'affaiblissement de la compétitivité de l'industrie en 1981, ainsi que la perspective d'une nouvelle détérioration, au début de 1982 le gouvernement s'est fixé pour objectifs prioritaires la résorption du déséquilibre extérieur et le maintien du plein emploi. A cet effet, les pouvoirs publics ont dévalué la couronne, qui a ensuite flotté en baisse jusqu'à la fin de l'année. En conséquence, la spirale inflationniste, le fléchissement de la production destinée à l'exportation et les difficultés financières de nombreuses entreprises ont entraîné une forte dégradation des conditions monétaires durant la plus grande partie de l'année 1982.

Vers le milieu de 1981, la croissance du crédit bancaire s'est accélérée et en 1982, le total des prêts octroyés par les banques a augmenté de 86 % (tableau 13). Dans une très large mesure, cette expansion rapide a été due à la politique publique de soutien aux entreprises — en particulier dans le secteur de la pêche — confrontées à des difficultés financières. A cet effet, la Banque centrale a régulièrement réescompté les effets émis par les producteurs et favorisé le rééchelonnement des dettes du secteur de la pêche. Les prêts à l'industrie ont néanmoins fortement augmenté; les concours octroyés aux activités de pêche et de transformation du poisson ont progressé de 116 %²⁰, deux fois plus vite qu'en 1981, tandis que les taux correspondants pour les industries manufacturières et le commerce ont atteint 104½ % et 96¼ % respectivement. Toutefois, les crédits aux particuliers ont accusé un ralentissement durant les trois derniers trimestres de l'année, la progression sur l'année entière étant de 58 %. Cette dernière évolution reflète en partie les efforts de la Banque centrale pour limiter la croissance du crédit en imposant des réserves obligatoires supplémentaires et en majorant les taux d'intérêt sur les découverts des banques de dépôt auprès de la Banque centrale. Par ailleurs au mois de mai, les banques ont décidé d'un commun accord de maintenir la croissance du crédit jusqu'en août dans les limites de la hausse de l'indice des conditions du crédit²¹. Le

19. Pour plus de détails, voir ci-dessus la section sur la balance des paiements.

20. Y compris les opérations de réescompte.

21. L'indice des conditions du crédit est un indice pondéré du coût de la vie (pour deux tiers) et de l'indice du coût de la construction (un tiers), établi mensuellement. Les effets réescomptés et les titres acquis pour financer le Budget du crédit ne sont pas visés par le plafonnement du crédit.

Tableau 13. Indicateurs monétaires

	1979	1980	1981	1982
Croissance de certains agrégats (pourcentage de variation)				
Base monétaire	48	75	67	49
Billets et pièces en circulation	29	40	80	31
Crédits accordés par les banques de dépôt	59	61	70	86
Dépôts auprès des banques de dépôts	58	67	70	60
Crédit bancaire total	48	61	66	86
M1 ¹	46	62	60	29
M2 ²	49	66	75	47
M3 ³	56	65	71	58

1. M1 = Billets, pièces et dépôts à vue.

2. M2 = Masse monétaire (M1) plus dépôts d'épargne ordinaires.

3. M3 = M2 plus dépôts à terme.

Source : Banque centrale d'Islande.

1^{er} novembre 1982, la Banque centrale a pris de nouvelles mesures pour tenter de maîtriser l'expansion du crédit bancaire qui commençait de nouveau à s'accélérer. Des limites maximales ont été fixées pour les découverts des banques commerciales auprès de la Banque centrale – ces découverts ayant fortement augmenté et constituant la principale source d'expansion du crédit ; chaque banque s'est vu attribuer des facilités de découvert réparties en tranches, et un nouveau système de pénalisation à taux progressif est appliqué en cas de dépassement²². Après un certain laps de temps, ces mesures, s'ajoutant à l'imposition de réserves obligatoires spéciales, se sont traduites par un ralentissement des prêts bancaires, dont la progression est passée d'un taux record d'environ 85 % d'une année sur l'autre au début de 1983 à 76 % en mai. Ce niveau reste très élevé et pourrait s'avérer incompatible avec les objectifs anti-inflationnistes du programme du 27 mai.

En contraste marqué avec l'évolution des crédits bancaires, la croissance des dépôts a été plus faible en 1982 qu'au cours de l'année précédente (tableau 13). Il est probable que ce ralentissement aurait été encore plus accusé sans le lancement en avril d'un nouveau type de compte de dépôt indexé, qui revenait à autoriser l'indexation de tous les comptes d'épargne à trois mois et plus. En 1982, les dépôts indexés ont augmenté de 190 %, cette progression étant due pour partie à des transferts en provenance de dépôts non indexés. Les dépôts d'épargne ordinaires et les dépôts à vue ont augmenté (de 57 % et 28 % respectivement) mais ils ont été freinés par la baisse continue des taux d'intérêt réels (voir ci-après), baisse qui n'a pas été enrayée par le relèvement de 6 à 8 % des taux d'intérêt ordinaires opéré en novembre. A la suite des mesures prises en avril 1982, on a noté une certaine reprise de la progression des dépôts, qui s'est poursuivie en 1983, leur taux de croissance en mai étant du même ordre que celui des crédits (environ 75 %).

En raison à la fois de l'évolution divergente des prêts et des dépôts et de la politique des banques consistant à ne maintenir qu'un minimum de liquidités auprès de la Banque centrale, la position de liquidité des banques s'est fortement détériorée après le premier

22. Depuis novembre 1982, des tranches sont attribuées à chaque établissement en fonction de l'importance de ses dépôts, de ses concours et de ses garanties. Le taux d'intérêt mensuel de base sur chaque tranche est de 4½ %, mais il augmente de ½ % par tranche. Le taux d'intérêt de base annuel est de 69.6 %, mais le taux marginal peut atteindre 269 % par an. Au-delà de la quinzième tranche les découverts ne sont pas autorisés et des règles spéciales sont appliquées lorsque le niveau moyen du découvert dépasse la cinquième tranche pendant dix jours, ou au-delà de la dixième tranche. Pour plus de détails sur cette question, voir *Economic Statistics Quarterly*, Central Bank of Iceland, novembre 1982.

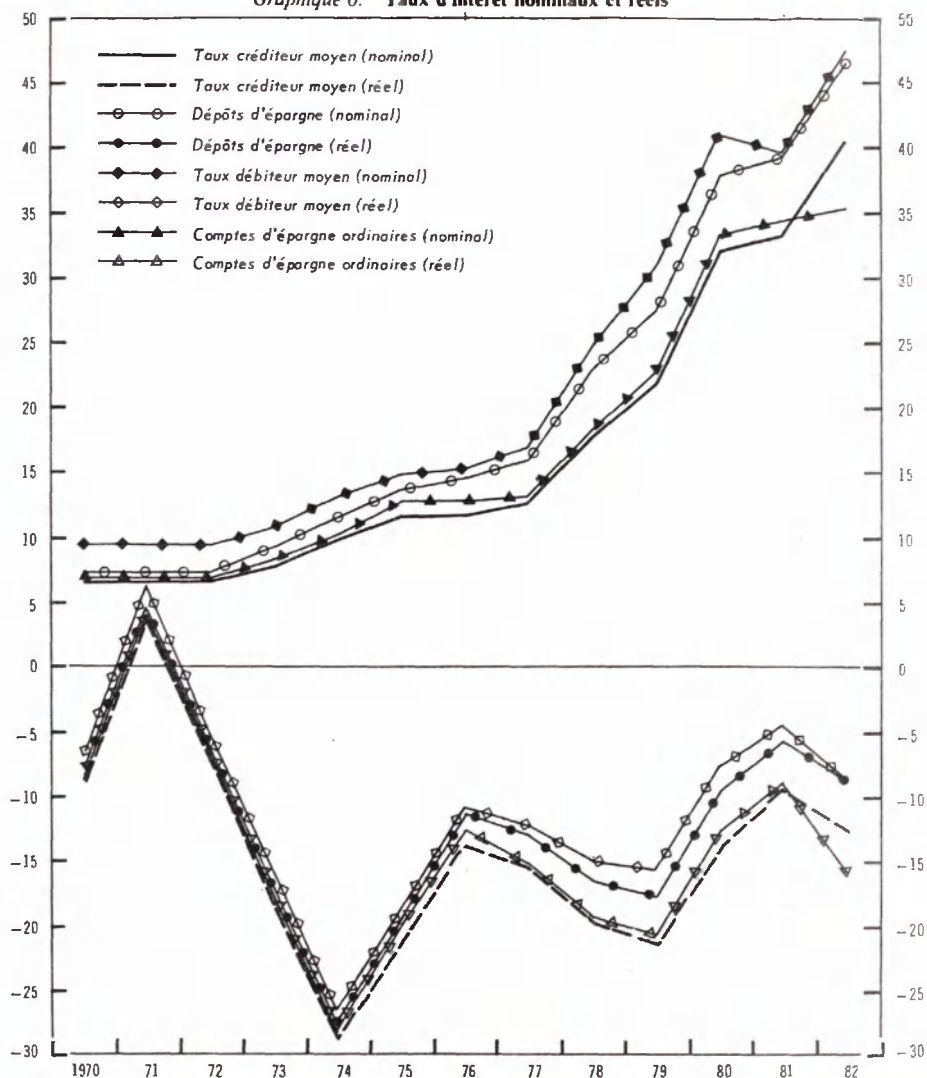
trimestre 1982. Toutefois, les sorties importantes de devises ont aussi joué un rôle notable à cet égard. Le ratio des réserves liquides aux dépôts était tombé à - 6.2 % en fin d'année, son niveau le plus bas depuis 1968. Bien que la liquidité bancaire se soit quelque peu accrue au cours des cinq premiers mois de 1983, elle reste très limitée, les banques de dépôt continuant d'enregistrer des découverts considérables auprès de la Banque centrale.

Par suite de la contraction des disponibilités des entreprises et des particuliers, l'expansion rapide du crédit bancaire ne s'est pas répercutée intégralement sur la croissance des principaux agrégats monétaires (tableau 13). La faible croissance de la plupart d'entre eux par rapport à l'inflation tient en partie aux opérations de la Banque centrale visant à réduire la liquidité mais aussi à une forte baisse des réserves nettes en devises dont le niveau à la fin de 1982 ne représentait plus en termes réels que la moitié environ de celui qui avait été enregistré au début de l'année. Mais le ralentissement de la croissance monétaire semble dû tout autant à une méfiance grandissante à l'égard des actifs monétaires en période d'inflation élevée et croissante. Cela apparaît non seulement dans la progression relativement faible des billets et pièces en circulation mais aussi dans le fait que les agrégats M1 et M2 ont augmenté plus lentement que celui de l'agrégat M3, dont la définition est plus large. Ainsi qu'on l'a noté précédemment, les dépôts à vue inclus dans M1, qui se retrouvent dans M2 avec les dépôts d'épargne ordinaires, ne sont pas indexés et ont progressé lentement pendant toute l'année. Les dépôts à terme, qui sont pour la plupart indexés et figurent dans l'agrégat M3, ont progressé de 81 %, contribuant ainsi à l'écart de croissance en faveur de M3. Dans les cinq premiers mois de 1983, la croissance de la masse monétaire s'est quelque peu accélérée, chacun des deux agrégats M2 et M3 progressant à un taux annuel supérieur à 70 %. Étant donné que la dévaluation de mai n'a pas encore fait sentir ses effets et compte tenu du niveau élevé des emprunts du Trésor, il sera sans doute difficile d'harmoniser pleinement les évolutions purement monétaires avec le nouvel objectif des autorités en matière de lutte contre l'inflation, d'autant que les dispositions relatives aux réserves obligatoires spéciales des banques²³ auprès de la Banque centrale ont expiré en avril, réduisant ainsi les moyens d'action dont dispose cette dernière.

Une nouvelle étape de l'indexation des actifs financiers, objectif poursuivi depuis le milieu des années 1970 et inscrit dans la loi de 1979 sur la gestion de l'économie, a été atteinte en avril 1982 lorsque, après l'indexation, déjà évoquée, de la plupart des dépôts à terme, la durée maximale des prêts a été ramenée de deux ans et demi à un an puis à neuf mois en cours d'année. Les dépôts à vue et les dépôts d'épargne ordinaires, les effets de commerce et les autres formes de crédit à court terme n'ont pas été indexés, en raison essentiellement de difficultés techniques que cela aurait entraîné. Cette situation nouvelle, renforcée par les écarts de rendement réel entre les actifs indexés et les actifs non indexés, a été une des principales raisons du tassement des dépôts d'épargne ordinaires et de la demande accrue de crédits à court terme. Bien que des progrès considérables aient été accomplis après 1979 et jusqu'en 1981 pour ramener les taux d'intérêt réels à un niveau positif (graphique 6), cette tendance a été inversée en 1982 lorsque, malgré l'insistance de la Banque centrale, le relèvement des taux d'intérêt nominaux a été reporté à novembre. Par ailleurs, l'augmentation de ces taux (6 à 8 %) a été très inférieure au rythme de l'inflation, de sorte que les taux réels sont restés fortement négatifs pour les actifs dont le rendement n'était pas indexé. C'est le cas en particulier des dépôts d'épargne ordinaires, dont le rendement réel s'est quelque peu affaibli en moyenne en 1982. Du fait de l'accélération de l'inflation au premier semestre de 1983, les taux réels des actifs non indexés sont devenus encore plus fortement négatifs.

23. En avril 1981, la Banque centrale a été autorisée à imposer des réserves obligatoires supplémentaires pouvant atteindre 5 % du total des dépôts. En avril 1982, ce taux maximum a été porté à 8 %, pour une durée d'un an.

Graphique 6. Taux d'intérêt nominaux et réels



1. Les taux d'intérêt réels sont définis comme les taux d'intérêt nominaux diminués de la variation de l'indice des termes du crédit.

Source : Banque centrale de l'Islande.

IV. PERSPECTIVES À COURT TERME

L'évolution de l'économie en 1983 est fortement marquée par la réduction considérable des taux de salaires réels qui au premier semestre de l'année, a été d'environ 11 % par salarié. Étant donné que le train de mesures du 27 mai a aboli l'indexation et ne prévoit que des augmentations limitées des salaires et des traitements au second semestre, la baisse des salaires réels devrait s'accélérer pour atteindre un taux annuel de plus de 20 %. Les effets de cette contraction sur le revenu disponible des ménages seront atténués dans une certaine mesure par l'augmentation des pensions de

Tableau 14. Perspectives à court terme¹

	Millions de couronnes Prix courants	Pourcentage de variation en volume ²		
		1981	1982	1983	1984
Consommation privée	13 240	2.0	-9.0	-2
Consommation publique	2 520	2.0	0.0	0
Formation brute de capital fixe	5 549	-3.6	-10.0	-5
Logements	3 360	-1.3	-8.4	
Secteur public	2 189	-7.1	-12.7	
Demande intérieure finale	21 309	0.5	-8.2	-2½
Variation des stocks ³	233	1.8	-3.7	½
Demande intérieure totale	21 542	2.2	-11.3	-2
Exportations de biens et services	8 887	-9.0	8.6	2
Importations de biens et services	9 910	0.8	-5.8	-½
Balance extérieure ³	-1 023	-4.3	6.4	
Produit national brut	20 519	-2.0	-5.9	-½
Incidence des variations des termes de l'échange ⁴		-0.3	1.4	½
Revenu national brut		-2.3	-4.5	0
<i>Pour mémoire :</i>				
Evolution du coût de la vie ⁵				
Balance extérieure courante		54.0	83.0	
(en pourcentage du PNB)		-10.0	-2.3	-½

1. Estimations préliminaires pour 1982, prévisions officielles pour 1983 et prévisions préliminaires pour 1984.

2. Prix de 1980 pour 1982, prix de 1982 pour 1983 et 1984.

3. Contribution à la croissance du PNB (points de pourcentage).

4. En pourcentage du PNB.

5. Déflateur de la consommation privée.

Sources : Institut économique national et estimations du Secrétariat.

retraite, la généralisation de l'indexation des dépôts bancaires et les réductions d'impôts annoncées en mai. On prévoit que le revenu disponible nominal des ménages par habitant augmentera de 59 % environ, soit de quelque 8 points de plus que les salaires et traitements. Les prix, bien que devant marquer une décélération au second semestre pour atteindre peut-être un taux annuel voisin de 30 % au quatrième trimestre, pourraient augmenter de plus de 80 % sur l'année entière, ce qui se traduirait par une baisse de 12 à 13 % du revenu disponible réel des ménages²⁴. Ce chiffre est légèrement supérieur à la diminution de 10 % observée en 1975, année durant laquelle la consommation privée avait elle aussi baissé de 10 %. Pour 1983, toutefois, on prévoit que les ménages puiseront largement dans leur épargne, de sorte que la baisse de la consommation privée sera limitée à 9 %.

Hormis les navires et les aéronefs, ainsi que l'usine de ferro-silicium, toutes les grandes composantes de l'investissement fixe devraient enregistrer une baisse en termes réels en 1983. Dans le secteur de la pêche, compte tenu de la médiocrité des perspectives et du surinvestissement antérieur, les dépenses réelles pourraient chuter de plus de 10 %; une baisse du même ordre est à envisager pour la construction non résidentielle privée. La construction résidentielle sera probablement touchée par la contraction des revenus réels et devrait fléchir quelque peu. Dans le secteur public, les prévisions sont

24. La baisse du revenu disponible des ménages par habitant est estimée à 14 %.

conformes aux projections des différents budgets, la baisse attendue des investissements étant imputable en partie à l'achèvement de certains projets hydro-électriques et géothermiques, mais aussi à une réduction des dépenses pour les communications et les bâtiments publics après la forte croissance enregistrée par ces deux postes ces dernières années. On prévoit une baisse de 8¼ % de la demande intérieure finale, chiffre semblable à celui de l'année 1975 où la contraction de la demande intérieure totale avait été atténuée par une contribution positive de la formation de stocks. Cela ne sera probablement pas le cas en 1983, car les stocks d'aluminium et de stockfish devraient être en net recul, de sorte que la demande intérieure totale enregistrera une très forte baisse (tableau 14).

Les prises de poisson pourraient diminuer de 4 % environ cette année par rapport à 1982. Sur la base des cinq premiers mois de l'année, les captures de morue pourraient se situer entre 300 000 et 320 000 tonnes, soit 50 000 tonnes environ de moins qu'en 1982²⁵. La pêche au capelan reste interdite, mais selon les spécialistes de biologie marine, le stock se reconstitue de façon satisfaisante, de sorte que la pêche pourrait reprendre à l'automne; les prévisions données au tableau 14 reposent sur l'hypothèse que les prises de capelan s'élèveraient à 250 000 tonnes. Pour l'ensemble des autres poissons de fond, les prises devraient atteindre 300 000 à 335 000 tonnes, marquant peut-être un léger progrès par rapport à 1982. Les exportations de capelan ne devraient vraiment reprendre qu'en 1984, mais ce fait pourrait être à peu près compensé cette année par la réduction des stocks de poisson séché, de sorte que le volume des exportations de produits de la mer sera sans doute très voisin du volume de la production. En revanche, il est probable que les exportations de produits métalliques augmenteront fortement en raison du raffermissement de la demande. On prévoit que la production d'aluminium s'accroîtra de 3¼ %, tandis que les exportations seront stimulées par des prélèvements sur les stocks considérables accumulés au cours des deux dernières années. La production exportée de ferro-silicium devrait augmenter de 21½ % et les autres exportations de 9½ %. Au total, les exportations de marchandises devraient augmenter de 13½ % cette année. Compte tenu de la stagnation probable des exportations de services, le volume total des exportations de biens et services pourrait augmenter d'environ 8½ %, après une baisse de 9 % en 1982.

Face au fléchissement attendu de la demande intérieure, on peut prévoir que le volume des importations de biens et services accusera une forte baisse, évolution qui est déjà sensible au premier semestre de l'année. Par suite de la progression des exportations, la variation de la balance extérieure devrait apporter une forte contribution positive au PNB. Le PNB réel devrait néanmoins baisser de 6 %. En conséquence, il y a lieu de prévoir une certaine dégradation de la situation sur le marché du travail, mais l'ajustement pourrait se faire essentiellement sous forme d'une réduction des heures de travail, le taux de chômage restant très faible. L'ample retournement prévu de la balance extérieure réelle, conjugué au redressement des termes de l'échange²⁶, se traduira par une nette amélioration de la balance des opérations courantes, dont le déficit sera ramené de l'équivalent de 10 % du PNB en 1982 à moins de 3 % en 1983.

25. Il semble que le stock de morue est plus réduit qu'on ne l'avait estimé précédemment. Cet écart est difficile à expliquer, mais il est possible que des migrations se soient produites d'un lieu de pêche à un autre et aussi que la réduction du stock de capelan et la baisse de température des eaux aient affecté la formation des bancs de poisson.

26. Aux taux de change actuels, les prix des produits de la mer exprimés en dollars devraient baisser, mais la forte hausse des prix de l'aluminium et du ferro-silicium laisse prévoir que les prix à l'exportation en dollars augmenteront de 1 %. Les prix du pétrole à l'importation pourraient baisser de quelque 12 %, tandis que les prix des autres importations s'accroîtront de 1 % environ. Au total, les termes de l'échange des marchandises pourraient enregistrer une amélioration de 3 %. Une évolution analogue est prévue pour les services.

Pour 1984, l'évaluation des effets du programme du 27 mai et de la réaction qui s'ensuivra lorsque la détermination des salaires fera l'objet de négociations collectives en février prochain rend les prévisions extrêmement difficiles. Après la forte contraction des revenus réels en 1983, on peut s'attendre à ce que les syndicats insistent fortement pour obtenir une certaine augmentation l'an prochain. Dans l'hypothèse technique selon laquelle l'augmentation éventuelle des salaires réels sera maintenue entre 1 et 2 %, une légère reprise de la consommation privée semble probable au cours de l'année. La nécessité de freiner les emprunts à l'étranger et d'améliorer la position du Trésor auprès de la Banque centrale pourrait se traduire par une nouvelle diminution du volume des dépenses publiques, tandis que l'investissement privé restera probablement faible. Comme on peut s'attendre à une certaine poursuite du déstockage, la demande intérieure totale pourrait se contracter légèrement. Sous réserve que les gains récents de compétitivité soient pour l'essentiel maintenus, la balance extérieure réelle pourrait enregistrer une nouvelle amélioration qui limiterait la baisse du PNB réel à moins de 1 %. Les perspectives en matière de prix sont particulièrement incertaines, mais à supposer que le taux de change soit maintenu stable pendant un certain temps et que toute augmentation éventuelle des salaires après février 1984 reste modérée, le taux d'inflation sera nettement plus faible qu'en 1983 et pourrait se ralentir un peu tant au long de l'année pour revenir à moins de 30 %. Comme les termes de l'échange devraient s'améliorer quelque peu, on prévoit une forte réduction du déficit extérieur courant, qui serait peut-être ramené en deçà de l'équivalent de 2 % du PNB.

V. CONCLUSIONS

Dans les conclusions de l'Étude économique de l'Islande de juin 1982, on notait la situation apparemment paradoxale de ce pays qui, malgré une inflation chronique élevée, avait enregistré une croissance assez rapide du volume de l'activité en assurant le plein emploi pendant une longue période. Cette évolution a été possible malgré les ajustements aux deux chocs pétroliers aussi longtemps que les prises de poisson augmentaient et que la politique du taux de change maintenait la compétitivité et la viabilité financière de l'industrie. Toutefois, du fait que les prises de poisson ont baissé ces derniers temps, que les revenus réels se sont affaiblis et que la position extérieure courante s'est fortement détériorée, l'économie islandaise est entrée dans une période de fléchissement de la production et d'accélération de l'inflation. Ces tendances se sont accentuées dans les premiers mois de 1983, l'inflation atteignant les taux les plus élevés jamais enregistrés et continuant de s'accélérer, alimentée par la dépréciation de la monnaie dont les effets se faisaient sentir par l'intermédiaire du système d'indexation. Les prises de poisson avaient déjà baissé au cours d'années précédentes mais les ajustements nécessaires avaient alors été effectués relativement vite. En 1982 et au début de 1983, la situation n'était plus la même parce que la spirale inflationniste menaçait la viabilité de nombreuses entreprises et par conséquent le maintien du plein emploi qui a la priorité absolue. En fait, la lutte contre l'inflation était encore une fois subordonnée à d'autres objectifs mais, de la sorte, la réalisation même de ces derniers se trouvait compromise par la poussée d'inflation qui devait suivre.

Dans ces conditions, le programme économique annoncé à la fin de mai par le nouveau gouvernement avait une importance fondamentale : il mettait l'accent sur la rupture de la relation entre les prix et les salaires et sur l'amélioration de la compétitivité. Les ajustements attendus du programme sont considérables mais les problèmes auxquels il s'attaque le sont aussi : le rythme annuel de l'inflation actuelle dépasse 130 % et le déficit extérieur courant représente l'équivalent de quelque 10 % du

PNB. De toute évidence, l'assortiment de mesures qui avait donné des résultats assez satisfaisants dans le passé a fait son temps ; c'est ce que reconnaissait la dernière Étude économique de l'OCDE sur l'Islande dans laquelle on faisait valoir en particulier qu'une réduction substantielle des revenus réels était nécessaire et que cette réduction ne pourrait être obtenue que par modification du système d'indexation des salaires sur les prix. Le rôle capital de l'indexation dans les difficultés actuelles est bien mis en évidence dans l'analyse de la première partie ci-dessus qui montre qu'au cours des quinze dernières années, à chaque cycle, les montées inflationnistes successives atteignaient un nouveau maximum. Il était manifestement indispensable de suspendre l'indexation des salaires. A court terme, le programme permettra probablement d'assurer une forte décélération du rythme de l'inflation et de réduire nettement le déficit extérieur courant. La mesure dans laquelle les résultats obtenus dans ces domaines seront préservés ou renforcés au fil du temps dépendra de façon décisive d'un certain nombre de facteurs.

Le premier, et le plus important, est la priorité qui sera accordée à la lutte contre l'inflation ; celle-ci n'a généralement été menée qu'avec tiédeur dans le passé. Les résultats enregistrés par d'autres pays Membres montrent que des politiques résolues de lutte contre l'inflation appliquées de façon suivie portent effectivement leurs fruits. Ils montrent aussi que le rétablissement d'un degré acceptable de stabilité des prix ne saurait guère être obtenu qu'au prix d'une perte de production et d'une augmentation du chômage. Mais il faut voir que le prix à payer ainsi à court terme doit permettre de rétablir une croissance durable à plus longue échéance.

En second lieu, la réussite à moyen terme du programme de lutte contre l'inflation requiert la mise en œuvre d'une politique monétaire résolue de non-accompagnement. L'expérience du passé n'est pas encourageante à cet égard car elle fait apparaître que la politique monétaire a été subordonnée à d'autres objectifs et que faute d'instruments adéquats en cette matière, il a été difficile de maîtriser le crédit bancaire. Les réserves obligatoires spéciales de montants variables mises en place en avril 1981 pour faciliter la régulation de l'expansion du crédit complétaient utilement l'arsenal de la Banque centrale mais, d'après les dispositions de la loi, la Banque ne peut plus les faire observer. Dans une certaine mesure, le nouveau système de taux de pénalisation applicable aux avances de la Banque centrale aux banques commerciales pourrait compenser la suppression des réserves obligatoires spéciales. Cependant, d'autres instruments de contrôle monétaire sont nécessaires. A cet égard se pose aussi la question de la politique du taux d'intérêt. Il est nécessaire de relever considérablement les taux d'intérêt réels des actifs financiers non indexés – qui sont désormais fortement négatifs – à la fois pour réduire la demande de crédit et pour améliorer l'affectation des ressources. Pour que la politique monétaire donne de meilleurs résultats, il faudrait que la Banque centrale ait plus de latitude pour modifier les taux d'intérêt.

En troisième lieu, il est indispensable que la politique budgétaire soit renforcée si l'on veut qu'elle apporte un soutien au programme de lutte contre l'inflation et aux efforts d'ajustement de la balance des paiements. En 1983 le budget sera probablement expansionniste et, compte tenu du budget du crédit, il en résultera un accroissement sensible des emprunts du Trésor. Pour une part, cette évolution tiendra aux réductions d'impôts sur le revenu et aux augmentations de prestations sociales ayant pour objet de modérer les effets de la suspension de l'indexation des salaires sur les revenus des ménages, mais le ralentissement de la progression des recettes aura en effet encore plus important. Pour aboutir à un meilleur équilibre entre les recettes et les dépenses et satisfaire des considérations d'équité, on pourrait mettre en place un système de versements provisionnels de l'impôt sur le revenu au cours de l'année où le revenu en question est perçu. Un réexamen des projets d'investissement du secteur public mérite aussi d'être envisagé. Bien qu'il soit prévu de réduire substantiellement les investissements publics cette année, la charge en reste lourde pour le Trésor et il semblerait

souhaitable de l'alléger encore. Dans le même temps, et ainsi qu'on le faisait observer dans la dernière Étude économique de l'OCDE sur l'Islande, il importe d'accroître le financement intérieur des projets d'investissement non seulement pour contribuer à une meilleure maîtrise de la gestion monétaire mais aussi pour des raisons d'endettement extérieur.

Quatrièmement, la détermination des salaires et des revenus est appelée à jouer un rôle capital dans le processus de lutte contre l'inflation en même temps qu'à définir dans une large mesure l'importance des sacrifices qu'implique ce processus. L'avenir dépendra beaucoup de l'évolution des salaires lorsque, après janvier 1984, le contrôle réglementaire des salaires actuellement en vigueur sera remplacé par des négociations collectives libres. Il faut espérer que l'opinion se rendra suffisamment compte de la gravité de la situation pour qu'il soit possible d'aboutir à des augmentations de salaire qu'on puisse qualifier de modérées pour l'Islande. Toutefois, il appartiendra peut-être aux autorités de jouer un rôle plus actif pendant la période transitoire de freinage de l'inflation, et de mettre en place une meilleure formule de détermination des salaires fondée sur un consensus et tenant compte des effets de l'évolution en termes nominaux ainsi qu'en termes réels.

Cinquièmement, des modifications d'ordre structurel et institutionnel sont nécessaires pour qu'on puisse arriver à un taux d'inflation plus faible et s'y maintenir. En Islande, les fluctuations des prises et des cours du poisson posent un sérieux problème : les efforts déployés dans le passé pour maîtriser l'inflation n'ont généralement pas pu être soutenus longtemps, en partie parce que des chocs extérieurs exerçaient leurs effets sur les salaires et les prix par l'intermédiaire du secteur de la pêche. Le système très étendu d'indexation doit être progressivement réduit de manière à donner plus de stabilité à l'environnement. Le problème est aussi lié au fait que la Caisse de péréquation des prix des produits de la pêche n'a pas été en mesure d'amortir les effets sur l'économie de l'instabilité du revenu des exportations. Il est très souhaitable que le rôle de cette Caisse soit renforcé et le gouvernement a annoncé que telle était son intention. A cet égard, la pratique généralisée de l'indexation doit être progressivement réduite de manière à donner plus de stabilité à l'environnement.

Si dans le passé l'Islande a réussi de façon assez satisfaisante à assurer à son économie une croissance relativement rapide, les politiques suivies pendant ces dix dernières années ne sont plus adaptées à la situation ainsi qu'en témoigne la poussée de l'inflation. Il était manifestement nécessaire de procéder à une réorientation fondamentale de la politique économique pour deux principales raisons : une inflation excessive menace le fonctionnement intérieur de l'économie et le déficit extérieur considérable tend à s'alimenter de lui-même étant donné l'importance de la dette extérieure et des paiements d'intérêt qu'elle implique; en 1982, ces derniers ont représenté 5¼ % du PNB. Les mesures prises jusqu'ici vont dans la bonne voie, mais elles ne représentent que le minimum de ce qu'il faut faire. Pour rétablir des conditions plus stables en vue d'assurer une croissance viable à moyen terme, il pourrait bien être nécessaire de renforcer encore la politique de lutte contre l'inflation et de poursuivre l'application de ces mesures pendant une longue période de temps.

Annexe

CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

On trouvera dans l'Étude Économique de l'OCDE sur l'Islande de juin 1982 le relevé des principaux événements économiques survenus entre juillet 1980 et avril 1982.

1982

Mai

Les mesures de restriction de la pêche à la morue au chalut arrière sont assouplies en raison d'une forte diminution des captures dans les premiers mois de l'année.

L'Althing adopte une loi qui assujettit les banques commerciales à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur l'actif net à partir de 1984.

Les biens de production destinés aux industries en concurrence avec les importations sont exonérés des frais de dédouanement.

L'Office de contrôle des prix est autorisé à libérer les prix du commerce lorsque le niveau de concurrence est jugé suffisant. Ses décisions ne sont plus soumises à l'approbation du gouvernement.

Juin

L'indice de compensation de la hausse des prix ayant augmenté de 10.33 %, tous les taux des salaires et traitements sont relevés du même pourcentage.

Les subventions à la consommation sont augmentées d'un pourcentage équivalant à 0.3 % de l'indice du coût de la vie.

Les prix de l'alcool et du tabac sont majorés de 10.5 %.

L'impôt sur l'essence est augmenté de 11.5 %.

Les prix du poisson maigre sont relevés de 10.5 % en moyenne pour la période allant du 1^{er} juin au 31 août.

Les prix agricoles à la production sont relevés de 14.07 %. La Fédération du travail et l'Association des employeurs signent un nouvel accord qui proroge le précédent jusqu'au 31 août 1983 et prévoit notamment :

- i) un relèvement de 4 % de tous les taux salariaux au 1^{er} juillet 1982;
- ii) des clauses nouvelles concernant l'ancienneté et la reclassification sur l'échelle des rémunérations. Ces dispositions s'ajoutant à la majoration de 4 %, portent la hausse des taux de base pour les membres de la Fédération à environ 6.3 % au 1^{er} juillet et à 9.3 % sur l'ensemble de la période.
- iii) une minoration de 2.9 % de l'ajustement au titre de la hausse des prix pour la période septembre-novembre.

Août

La forte chute des captures de poisson et la contraction de la production, la baisse des exportations, la forte perte de rentabilité du secteur exportateur, l'ampleur du déficit de la balance des opérations courantes et l'accélération de l'inflation conduisent les autorités à prendre un certain nombre de mesures économiques :

- i) la couronne est dévaluée de 13 % par rapport au dollar des États-Unis;
- ii) le gouvernement prend un ensemble de décisions économiques à caractère temporaire dont les principales dispositions sont les suivantes :
 - a) la hausse prévue au titre de l'indexation des salaires au 1^{er} décembre 1982 sera diminuée de moitié. Cette réduction s'applique également à la composante salariale des prix agricoles à la production et aux coûts de production et de distribution des produits de la ferme ainsi qu'aux prix du poisson;
 - b) le gouvernement est autorisé à affecter 50 millions de couronnes à des aides aux personnes économiquement faibles en 1982;

- c) la moitié des gains de change découlant de la dévaluation réalisés sur les stocks exportés de produits de la mer sera réinvestie dans le secteur de la pêche, principalement dans la flotte de chalutiers;
 - d) les taux de marque maximum sur les marchandises importées seront réduits;
 - e) le droit d'accise spécial sur les marchandises d'origine intérieure et les marchandises importées est augmenté à titre temporaire (jusqu'au 28 février 1983) : le taux inférieur passe de 24 % à 32 %, le taux le plus élevé de 30 % à 40 %;
 - f) la minoration de 2.9 % de l'indexation des salaires au 1^{er} septembre prévue par l'accord national signé récemment entre la Fédération du travail et l'Association des employeurs est étendu à l'ensemble des salaires.
- iii) Dans une déclaration, le gouvernement indique les grandes lignes de plusieurs autres mesures prévues :
- a) le système d'indexation des salaires sera révisé;
 - b) les importations de navires de pêche seront suspendues pendant deux ans;
 - c) les subventions aux exportations agricoles seront réduites;
 - d) l'investissement fixe sera freiné de façon à limiter le besoin de capitaux étrangers. Les décisions en matière d'emprunts à l'étranger seront prises en tenant compte des contraintes de la balance des paiements;
 - e) en 1982 et 1983 l'État affectera 175 millions de couronnes au soutien des bas revenus et aux remboursements d'impôts et 85 millions de couronnes à la Caisse nationale du logement.

Les droits à l'importation sur les automobiles sont augmentées de 7 %.

Les prix de l'alcool et du tabac sont majorés de 12 % en moyenne.

Septembre

Les prix de base du poisson maigre sont augmentés de 16 % au 1^{er} septembre.

L'indice de compensation de la hausse des prix ayant augmenté de 10.4 %, conformément à l'accord conclu entre la Fédération du travail et l'Association des employeurs, ainsi qu'à la décision provisoire du gouvernement, l'augmentation des taux des salaires et traitements est minorée de 2.9 % et fixée à 7.5 % à compter du 1^{er} septembre.

Le montant des réserves obligatoires des banques de dépôt est ramené de 5 % à 2 %.

De nouveaux bons d'épargne sont émis, aux mêmes conditions que pour l'émission du mois de février.

Novembre

Les taux d'intérêt bancaires sont relevés de 6 à 8 % aussi bien pour les dépôts que pour les prêts. Le taux de pénalisation pour défaillance est porté de 4 % à 5 % par mois (de 48 % à 60 % par an).

Afin de resserrer le marché du crédit, les autorités introduisent de nouvelles règles concernant les opérations entre la Banque centrale et les banques de dépôt. Les découverts auprès de la Banque centrale ne seront autorisés qu'à titre exceptionnel, ce qui incitera davantage les banques à maintenir un niveau de liquidité relativement suffisant.

L'indice du coût de la vie enregistre une hausse de 17.5 % par rapport au mois d'août; l'indice de compensation de la hausse des prix est relevé de 7.7 % au 1^{er} décembre. Les prix du poisson maigre sont également majorés de 7.7 %.

L'impôt sur l'essence est augmenté de 31.3 %, la taxe d'aéroport de 56 % et les prix de l'alcool et du tabac de 8 %.

La Banque centrale opère un tirage de 9.1 millions de DTS sur ses avoirs au FMI.

Décembre

Les prix agricoles à la production sont augmentés de 11 %. L'Althing adopte le Budget 1983. Le coefficient d'indexation du barème d'imposition est relevé de 52 %.

Le relèvement des allocations de chômage décidé par l'Althing sera financé au moyen d'une augmentation des cotisations patronales qui passeront de 8.3 % à 10.2 % des salaires.

1983

Janvier

Les prix du poisson maigre sont majorés de 14 %.

La couronne subit une dévaluation moyenne de 9 %.

La pêche à la morue a chalutier-arrière est interdite en 1983 durant les trois périodes suivantes :

- i) Pendant 30 jours au total de janvier à avril, tous les navires devant suspendre leurs activités pendant au moins 10 jours en janvier-février.

- ii) Pendant 45 jours au total de mai à août, tous les navires devant suspendre leurs activités pendant au moins 25 jours en juillet-août.
- iii) Pendant 35 jours au total durant la période septembre-décembre.

Février

L'Althing adopte une loi entérinant les mesures économiques prises à titre provisoire en août 1982.

Mars

L'indice de compensation de la hausse des prix ayant augmenté de 14.7 %, l'ensemble des taux des salaires et traitements sont relevés du même pourcentage.

L'impôt sur l'essence est majoré de 11 %.

Les prix du poisson maigre sont relevés de 14.74 % à compter du 1^{er} mars.

Les prix de l'alcool et du tabac sont augmentés de 15 % en moyenne.

Les prix agricoles à la production sont majorés de 19.34 %.

L'Althing adopte les dispositions du Budget du crédit concernant les emprunts publics et les questions connexes :

- i) Le Ministre des Finances est autorisé à emprunter l'équivalent de 852.1 millions de couronnes à l'étranger ainsi que 188 millions de couronnes sur le marché intérieur pour financer les projets d'investissement public.
- ii) La Compagnie nationale d'électricité est autorisée à emprunter à l'étranger l'équivalent de 860 millions de couronnes.
- iii) Diverses entreprises d'État ainsi que les municipalités et organismes publics sont autorisés à emprunter à l'étranger l'équivalent de 399.9 millions de couronnes pour financer leurs investissements.
- iv) Le Fonds de développement est autorisé à emprunter à l'extérieur l'équivalent de 612 millions de couronnes.
- v) Le gouvernement est autorisé à réduire les transferts budgétaires aux différents fonds et institutions.

L'impôt au titre de la sécurité sociale pour 1983 est fixé au taux de 2 % applicables aux revenus excédant 1 539 000 couronnes.

Mai

Un nouveau gouvernement de coalition est formé par le Parti de l'Indépendance et le Parti Progressiste. Ses premières décisions économiques sont les suivantes :

- i) dévaluation de 14.6 % de la couronne;
- ii) loi provisoire sur la politique des revenus prévoyant la suspension jusqu'à mai 1985 de toutes les formes d'indexation institutées par la législation et les conventions collectives. Les salaires seront relevés de 8 % en juin et de 4 % en octobre. Tous les accords salariaux sont prorogés jusqu'au 31 janvier 1984. Le revenu minimal sera toutefois augmenté de 10 % en juin;
- iii) mesures visant à améliorer la situation financière des patrons de pêche;
- iv) mesures visant à garantir les ressources réelles des catégories à faible revenu : crédit d'impôt, augmentation des allocations familiales, prestations de sécurité sociale et des pensions de retraite;
- v) report à concurrence de 25 % des versements au titre de l'amortissement, des intérêts et de l'indexation des prêts au logement;
- vi) resserrement du contrôle des prix.

Juin

Les prix du poisson maigre sont augmentés de 8 %.

Les prix de l'alcool et du tabac sont relevés de 12 %.

L'impôt sur l'essence augmente de 19.7 %.

Les prix agricoles à la production sont majorés de 22.5 %.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A. Origine et utilisation des ressources
Millions de couronnes, aux prix courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Consommation privée	447	609	932	1 250	1 641	2 324	3 546	5 316	8 380	13 240
Consommation publique	72	99	156	219	300	430	683	1 022	1 622	2 520
Formation brute de capital fixe	191	286	452	636	780	1 088	1 507	2 174	3 638	5 549
Emplois intérieurs finals, total	710	994	1 540	2 105	2 721	3 842	5 736	8 512	13 640	21 309
Variation des stocks de produits d'exportation et du cheptel	-8	-2	26	37	-17	70	-39	13	103	233
Dépense nationale totale	702	992	1 566	2 142	2 704	3 912	5 697	8 525	13 743	21 542
Exportations de biens et services	262	374	481	722	1 055	1 453	2 498	3 852	5 813	8 887
Importations de biens et services	280	400	636	936	1 099	1 550	2 419	3 917	6 126	9 910
Produit national brut aux prix du marché	684	966	1 411	1 928	2 660	3 815	5 776	8 460	13 430	20 519
Provisions pour amortissement	85	114	172	283	371	489	753	1 138	1 799	2 829
Produit national net aux prix du marché	599	852	1 239	1 645	2 289	3 326	5 023	7 322	11 631	17 690
Impôts indirects	157	231	362	521	700	978	1 462	2 173	3 540	5 760
Subventions	33	44	75	124	126	168	311	542	775	1 140
Revenu national net	475	665	952	1 248	1 715	2 516	3 872	5 691	8 866	13 070
Revenus de facteurs versés au reste du monde, net	9	12	19	49	73	88	161	244	411	811
Revenu intérieur net	484	677	971	1 297	1 788	2 604	4 033	5 935	9 277	13 881

1. Chiffres provisoires.
Source: National Economic Institute.

Tableau B. Origine et utilisation des ressources
Millions de couronnes, à prix constants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
	Aux prix de 1969						Aux prix de 1980				
Consommation privée	322.9	351.0	375.6	338.0	341.4	368.7	7 676	8 137	8 300	8 380	8 800
Consommation publique	40.8	44.6	47.4	49.7	53.1	53.5	1 451	1 506	1 559	1 622	1 703
Formation brute de capital fixe	130.4	156.7	173.6	159.0	154.9	172.7	3 533	3 343	3 324	3 638	3 713
Emplois intérieurs finals, total	494.1	552.3	596.6	546.7	549.4	594.9	12 660	12 986	13 183	13 640	14 216
Variation des stocks de produits d'exportation et du cheptel	-7.9	-3.5	9.5	12.4	-7.7	5.7	215	-131	2	103	157
Dépense nationale totale	486.2	548.8	606.1	559.1	541.7	600.6	12 875	12 855	13 185	13 743	14 373
Exportations de biens et services	202.6	220.5	218.9	221.9	248.4	274.0	4 603	5 299	5 658	5 813	5 924
Importations de biens et services	247.0	293.6	332.5	298.2	294.6	349.5	5 512	5 772	5 915	6 126	6 650
Produit national brut aux prix du marché	441.8	475.7	492.5	482.8	495.5	525.1	11 966	12 382	12 928	13 430	13 647
Incidence des variations des termes de l'échange	28.2	48.8	37.8	16.7	34.0	52.0	634	658	151	—	40
Revenu provenant des exportations	230.8	269.3	256.7	238.6	282.4	326.0	5 237	5 957	5 809	5 813	5 964
Incidence sur le revenu national du solde des exportations et importations de biens et services	-16.2	-24.3	-75.8	-59.6	-12.2	-23.5	-275	185	-106	-313	-686
Revenu national brut²	470.0	524.5	530.3	499.5	529.5	577.1	12 600	13 040	13 079	13 430	13 687

Note : Les estimations du revenu réel ne coïncident avec celles de la production réelle que dans l'hypothèse où les termes de l'échange restent inchangés. Or, du fait que les termes de l'échange de l'Islande ont subi de très fortes fluctuations, la dépense nationale réelle peut donc s'écarter sensiblement du produit national brut à prix constants, sans que la balance des paiements en souffre. Comme le montre le tableau, la comptabilité nationale islandaise tient dûment compte de ce facteur. Ainsi, l'agrégat « revenu provenant des exportations », calculé en corrigeant le montant de celles-ci au moyen d'un indice des prix à l'importation, exprime le pouvoir d'achat extérieur des rentrées procurées par les ventes à l'étranger. La différence entre le chiffre ainsi obtenu et la valeur des ventes, normalement corrigée au moyen d'un indice des prix à l'exportation, permet de mesurer l'« incidence de l'évolution des termes de l'échange » sur le revenu réel.

1. Chiffres provisoires.

2. Produit national brut + incidence des variations des termes de l'échange.

Source : National Economic Institute.

Tableau C. Production et emploi

		1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pêche et traitement du poisson											
Production destinée à l'exportation :											
Valeur, aux prix courants	Cr. mill.	118.23	195.10	265.76	378.91	536.48	841.86	1 311.80	2 145.43	3 438.91	
Valeur, aux prix de 1973 ¹	Cr. mill.	176.91	195.10	199.44	199.22	222.13	269.00	284.33	327.83	362.25	
Tonnage de la flotte ² (fin d'année) :											
Chalutiers	TjB	20 340	29 810	34 796	36 523	36 843	38 422	39 096	40 269	42 265	
Bateaux à moteur	TjB	62 146	62 042	62 982	62 456	60 313	62 817	67 319	63 891	64 222	
Total	TjB	82 486	91 852	97 778	98 979	97 156	101 239	106 415	104 160	106 487	
Emploi, traitement du poisson	1970 = 100	102.8	101.5	106.1	117.1	122.5	130.6	128.7	138.5	..	
Agriculture											
Production : Valeur, aux prix courants ³	Cr. mill.	58.68	80.32	116.51	159.69	207.72	305.13	468.43	622.30	1 023.31	
Valeur, aux prix de 1969	Cr. mill.	35.58	37.09	38.38	38.06	38.41	39.76	41.31	38.67	38.17	
Capacité ⁴ : Prairies artificielles	1 000 hect.	111.3	113.8	115.0	117.0	119.2	121.6	123.6	125.7	127.2	
Cheptel ovin	Milliers	786.2	828.6	845.8	863.6	850.8	896.2	890.8	769.8	827.9	
Cheptel bovin	Milliers	59.2	65.3	67.3	66.5	61.8	62.7	62.8	57.2	59.9	
Industries manufacturières (traitement du poisson non compris) ⁵											
Production, volume	1970 = 100	124.2	134.9	135.2	132.7	143.4	153.4	157.4	163.2	169.2	
Emploi	1970 = 100	111.4	111.7	111.7	110.7	113.5	118.6	123.2	125.0	..	
Construction de logements											
Logements mis en chantier	Nombre	1 963	3 377	2 640	2 261	2 268	1 980	2 278	1 932	1 758	
Logements achevés	Nombre	1 930	2 220	2 193	2 068	2 172	2 300	2 283	2 045	2 237	
Logements en cours de construction	Nombre	3 543	4 672	5 119	5 312	5 408	5 088	5 083	4 970	4 491	

1. A partir de 1976 la série à prix constants est basée sur des indices de quantité compte tenu de la pondération de l'année en cours.

2. Y compris les baleinières et à l'exclusion des bâtiments non pontés.

3. Y compris les variations de cheptel.

4. En début d'année.

5. Aluminium et ferrosilicium non compris.

Source : Mémoire de l'Islande à l'OCDE.

Tableau D. Formation brute de capital fixe
Millions de couronnes, aux prix courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Formation brute de capital fixe, total	191.0	286.1	451.5	635.6	780.1	1 087.5	1 507.1	2 174.2	3 638.0	5 549.0
Ventilation par emploi final :										
Formation de capital dans les branches d'activité	89.1	131.4	208.0	258.1	277.3	462.3	664.8	944.1	1 502.0	2 352.0
Agriculture	13.0	18.6	29.2	38.5	47.7	66.9	92.5	115.0	159.0	235.0
Pêche	18.8	46.4	49.1	48.8	35.0	104.4	107.2	167.4	217.0	376.0
Industries de transformation du poisson	8.0	12.6	19.2	26.4	25.7	49.8	63.9	103.6	144.0	215.0
Industries manufacturières (transformation du poisson exclue)	23.7	18.1	27.7	45.0	52.4	84.7	188.0	289.4	391.0	548.0
Matériel de transport	10.1	13.8	36.5	45.5	54.9	75.2	77.3	99.1	283.0	470.0
Bâtiments commerciaux, hôtels, etc.	9.3	12.5	27.1	29.3	39.7	49.9	81.9	98.9	155.0	268.0
Machines et matériels divers	6.2	9.4	19.2	24.6	21.9	31.4	54.0	70.7	153.0	240.0
Construction de logements	41.2	77.4	102.0	134.6	169.4	232.7	342.7	493.7	744.0	1 008.0
Bâtiment et travaux publics	60.7	77.3	141.5	242.9	333.4	392.5	499.6	736.4	1 392.0	2 189.0
Production et distribution d'électricité	16.8	18.0	41.0	99.6	157.2	138.6	152.2	238.5	507.0	810.0
Chauffage géothermique et alimentation en eau	5.4	6.5	13.5	26.0	33.5	63.5	90.0	138.0	267.0	370.0
Communications	23.5	34.8	54.5	72.5	88.1	115.4	159.4	230.3	403.0	639.0
Bâtiments publics	15.0	18.0	32.5	44.8	54.6	75.0	98.0	129.6	215.0	370.0
Ventilation par catégorie de biens :										
Machines et autres matériels	53.4	88.4	134.2	164.5	158.5	291.0	395.7	578.7	1 010.6	
Machines et autre matériel d'équipement	43.3	74.6	97.7	118.9	103.6	215.8	318.4	479.6	738.6	
Matériel de transport	10.1	13.8	36.5	45.6	54.9	75.2	77.3	99.1	272.0	
Bâtiments et autres constructions	137.6	197.7	317.3	471.1	621.6	796.5	1 111.4	1 595.5	2 602.0	
Immeubles résidentiels	41.2	77.4	102.0	134.6	169.4	232.7	342.7	493.7	745.2	
Immeubles non résidentiels	47.0	56.4	99.4	119.6	152.2	225.6	335.6	458.9	640.6	
Autres constructions	49.4	63.9	115.9	216.9	300.0	338.2	433.1	642.9	1 216.2	

1. Chiffres provisoires.
Source : National Economic Institute.

Tableau E. Formation brute de capital fixe
Millions de couronnes, à prix constants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
	Aux prix de 1969						Aux prix de 1980				
Formation brute de capital fixe, total	130.4	156.7	173.6	159.0	154.9	172.7	3 533	3 343	3 324	3 638	3 579
Ventilation par emploi final :											
Formation de capital dans les branches d'activité	65.8	79.2	92.1	72.0	59.7	84.3	1 446	1 427	1 416	1 502	1 587
Agriculture	9.3	10.3	11.4	10.0	9.8	11.1	205	197	171	159	157
Pêche	14.0	29.7	24.0	14.3	6.8	19.9	325	228	246	217	256
Industries de transformation du poisson	5.4	6.8	7.3	6.9	5.5	9.0	153	135	155	144	147
Industries manufacturières (transformation du poisson exclue)	17.3	10.4	11.5	12.6	11.7	15.9	267	407	436	391	373
Matériel de transport	8.7	9.4	18.8	13.8	13.0	14.7	230	155	148	283	312
Bâtiments commerciaux, hôtels, etc.	5.8	6.1	8.7	6.6	7.3	7.0	168	187	154	155	177
Machines et matériels divers	5.3	6.5	10.4	7.8	5.6	6.7	98	118	106	153	165
Construction de logements	25.7	37.8	32.7	30.4	31.0	32.7	784	784	768	744	666
Bâtiment et travaux publics	38.9	39.7	48.8	56.6	64.2	55.7	1 303	1 132	1 140	1 392	1 460
Production et distribution d'électricité	10.9	9.2	14.7	24.9	33.0	21.5	452	340	364	507	545
Chauffage géothermique et alimentation en eau	3.3	3.2	4.3	5.9	6.1	9.0	214	206	215	267	245
Communications	15.3	18.5	19.4	15.7	15.1	14.7	385	362	359	403	426
Bâtiments publics	9.4	8.8	10.4	10.1	10.0	10.5	252	224	202	215	244
Ventilation par catégorie de biens :											
Machines et autres matériels	42.7	58.0	68.0	50.4	37.7	59.6	888	825	856		
Machines et autre matériel d'équipement	34.0	48.6	49.2	36.6	24.7	44.9	658	670	708		
Matériel de transport	8.7	9.4	18.8	13.8	13.0	14.7	230	155	148		
Bâtiments et autres constructions	87.7	98.7	105.6	108.6	117.2	113.1	2 645	2 518	2 468		
Immeubles résidentiels	25.7	37.8	32.7	30.4	31.0	32.7	784	784	768		
Immeubles non résidentiels	29.9	27.6	31.9	27.3	28.1	32.5	750	761	710		
Autres constructions	32.1	33.3	41.0	50.9	58.1	47.9	1 111	973	990		

1. Chiffres provisoires.
Source : National Economic Institute.

Tableau F. Balance des paiements selon les définitions de l'OCDE
Millions de dollars des Etats-Unis

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 ¹
Balance des paiements courants	-19.9	-13.1	-155.0	-139.8	-24.0	-48.7	28.1	-21.2	-69.6	-144.5	-252.9
Opérations en capital à long terme (à l'exclusion des transactions spéciales)	33.9	41.8	109.1	107.5	47.5	98.4	64.3	88.6	158.7	200.5	226.1
a) Capitaux privés	9.9	19.4	63.9	43.6	6.6	22.0	19.6	23.0	80.4	123.3	86.1
b) Capitaux publics	24.0	22.4	45.2	63.9	40.9	76.4	44.7	65.6	78.3	77.2	140.0
Balance de base	14.0	28.7	-45.9	-32.3	23.5	49.7	92.4	67.4	89.1	56.0	-26.8
Opérations en capital à court terme non monétaires	-8.8	-17.5	-10.3	4.0	-0.9	-5.7	-12.5	11.0	11.3	24.7	-13.6
Erreurs et omissions	—	—	-1.0	-2.9	-4.2	-14.1	-26.6	-33.2	-47.6	-23.9	-52.5
Balance des opérations non monétaires	5.2	11.2	-57.2	-31.2	18.4	29.9	53.3	45.2	52.8	56.8	-92.9
Opérations à court terme des institutions monétaires privées	1.1	-0.6	-9.3	3.6	1.7	1.3	0.9	2.0	-4.2	1.0	-7.4
Balance des règlements officiels	6.3	10.6	-66.5	-27.6	20.1	31.2	54.2	47.2	48.6	57.8	-100.4
Tirages sur le FMI	—	—	19.0	19.4	28.9	—	-11.7	-16.3	-25.0	-12	18
Transactions spéciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers comptes officiels	5.1	4.8	-2.9	9.0	-18.0	-15.7	4.7	-6.5	-2.3	-12.9	-4.7
Allocations de DTS	2.6	—	—	—	—	—	—	3.4	3.3	3.3	—
Variation des réserves (+ = accroissement)	14.0	15.4	-50.4	0.8	31.0	15.5	47.2	27.8	24.6	62.0	-88
a) Or	—	—	—	—	—	0.5	0.3	0.2	—	—	—
b) Avoirs en devises	10.3	15.1	-43.4	2.6	34.5	14.0	49.3	22.6	18.6	60.2	-76.9
c) Position de réserve au FMI	—	—	-7	—	—	—	—	7.1	5.9	—	-10.0
d) Droits de tirage spéciaux	3.7	—	-0.1	-1.8	-3.5	1.0	-2.4	-2.1	0.1	1.8	-1.1

1. Chiffres provisoires.

Sources : Central Bank of Iceland ; Mémorandum de l'Islande à l'OCDE.

Tableau G. Recettes et dépenses de l'Administration centrale
 Sur la base du fait générateur
 Millions de couronnes

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Recettes ordinaires	185.3	248.8	377.2	510.4	713.2	1 002.8	1 636.5	2 480.4	3 929	6 304
Impôts directs	43.2	56.7	59.4	61.0	91.9	110.4	280.5	462.2	649	983
Impôts indirects ¹	140.0	189.1	313.9	441.8	609.8	873.4	1 327.0	1 965.8	3 179	5 203
Autres recettes	2.1	2.9	3.9	7.6	11.5	19.0	29.1	52.4	101	118
Dépenses ordinaires	140.6	197.4	323.3	438.6	537.2	801.8	1 354.2	2 076.2	3 118	5 080
Achats de biens et de services ²	53.8	75.6	119.5	163.8	226.5	389.3	633.9	931.3	1 418	2 290
Transferts courants et subventions	86.8	121.8	203.9	274.8	310.7	412.5	720.3	1 144.9	1 700	2 790
Epargne brute	44.7	51.4	53.9	71.8	176.0	201.0	282.3	404.2	811	1 224
Formation brute de capital fixe	15.9	21.3	30.1	48.0	47.0	80.1	96.1	143.3	288	440
Solde du budget ordinaire et du budget des investissements fixes	28.8	30.1	23.8	23.8	129.0	120.9	186.2	260.9	523	784
Prêts nets ³	0.2	0.5	1.0	-20.4	13.3	-7.8	21.8	-33.6	77	10
Transfert net des capitaux aux autres secteurs	27.5	32.6	56.6	99.2	120.9	146.3	202.3	272.0	384	609
Balance globale⁴	1.2	-3.0	-33.9	-55.0	-5.2	-17.6	-37.9	22.5	62	165

1. Y compris les cotisations des employeurs à la Sécurité sociale.

2. Y compris les intérêts.

3. « - » = emprunts nets.

4. Variation nette des dettes flottantes et de l'encaisse.

Source : Central Bank of Iceland.

Tableau H. Prises de poissons, salaires et prix

	Prises de poissons (milliers de tonnes métriques)					Salaires et prix (moyennes 1970 = 100)								
	Total	Poissons de fond, etc.	Harengs	Capelans	Crevettes, langoustes, crustacés	Taux des salaires horaires ¹	Indice du coût de la vie ²			Coût de la construction ⁴	Prix à l'exportation des produits de la pêche ³			
							Total	Denrées alimentaires et boissons ⁵	Dépenses d'accession à la propriété		Poisson frais et réfrigéré	Produits congelés	Produits salés	Farine et huile de poisson
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
1972	726	390	42	277	17	147	117	117	121	137	122.6	153.2	148.4	95.4
1973	902	402	43	442	15	180	143	153	140	175	177.5	195.7	189.9	218.5
1974	941	427	41	462	11	261	205	223	172	266	195.2	219.9	311.5	214.8
1975	989	445	33	501	10	350	306	333	233	378	174.0	217.3	289.3	136.2
1976	979	477	30	459	13	444	404	447	305	466	264.7	245.0	298.1	174.6
1977	1 370	514	29	813	14	631	527	597	388	606	324.4	283.6	300.3	247.7
1978	1 558	536	37	967	18	979	759	860	549	893	423.9	305.3	314.6	240.4
1979	1 641	614	45	964	18	1 398	1 105	1 160	791	1 312	438.2	343.8	359.6	214.6
1980	1 508	674	50	760	21	2 124	1 751	1 847	1 214	2 042	459.0	330.1	406.7	237.4
1981	1 432	731	39	641	21	3 240	2 642	2 443	1 863	3 092	445.2	349.6	512.0	261.9
1982	783	693	56	13	21	4 851	3 990			4 824				

1. Moyennes pondérées.

2. Nouvel indice utilisé depuis février 1981 (janv. = 100).

3. A partir de 1981, non compris les boissons.

4. Février, juin et octobre. A partir de 1976 : mars, juin, septembre et décembre.

5. A taux de change constant. Les indices annuels et trimestriels, qui sont basés sur les prix fob en devises étrangères, ne sont pas strictement comparables en raison des différences de pondération et du fait que les séries annuelles se réfèrent à des indices de prix implicites alors que les séries trimestrielles retracent l'évolution d'indices de valeurs unitaires.

Sources : *Bulletin statistique de l'Islande* et Hagtidindi ; Central Bank of Iceland, *Economic Statistics* ; Mémoire de l'Islande à l'OCDE.

Tableau I. Commerce extérieur, total et par région
Millions de dollars des Etats-Unis, taux mensuels

Importations totales, caf		Importations par région						Exportations totales, fob		Exportations par région					
Brut	Corr.	Pays de l'OCDE				Pays Non-OCDE		Brut	Corr.	Pays de l'OCDE				Pays Non-OCDE	
		Total	Europe		USA	Europe de l'Est	Pays en voie de développement			Total	Europe		USA	Europe de l'Est	Pays en voie de développement
			CEE	Autres							CEE	Autres			
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
1972	..	16.3	10.1	3.7	1.5	2.0	0.9	15.7	..	13.4	5.2	3.3	4.8	1.9	0.4
1973	..	26.2	13.3	7.5	2.2	2.7	0.8	24.1	..	21.6	9.5	5.0	6.5	2.1	0.4
1974	..	36.3	19.3	9.9	3.5	5.8	1.0	27.7	..	23.5	8.1	8.1	6.1	3.4	0.7
1975	..	34.3	18.4	8.8	3.7	5.1	1.2	25.7	..	20.7	6.4	6.4	7.5	4.3	0.6
1976	..	32.1	17.0	7.6	4.1	5.5	1.4	33.4	..	29.1	10.5	8.3	9.6	3.5	0.9
1977	..	41.6	24.1	10.7	3.3	6.3	2.7	42.7	..	34.8	13.1	7.9	12.9	6.1	1.7
1978	..	47.6	26.7	12.9	4.0	5.8	3.3	54.2	..	43.6	17.4	9.2	15.9	4.2	6.4
1979	..	57.3	32.0	16.0	4.5	8.7	2.8	65.8	..	58.1	25.4	11.9	18.4	5.3	2.4
1980	83.3	70.5	36.4	18.7	7.8	9.5	3.3	76.4	75.8	62.1	29.7	14.2	14.7	6.9	7.5
1981	85.3	73.6	38.1	21.2	6.7	7.9	3.8	74.6	75.0	56.9	23.4	16.1	15.6	6.2	11.5
1982															

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A ; Central Bank of Iceland.

Tableau J. Commerce extérieur, par groupe de produits
Millions de dollars des Etats-Unis

	Importations par groupe de produits						Exportations par groupe de produits									
	Total	Matériel de transport	Autres importations				Total	Produits de la pêche, total	Filets de poisson congelé	Hareng salé	Farine de harengs et de capelans	Autres poissons et produits divers	Produits de l'agri- culture	Produits en alu- minium	Autres produits manu- facturés	
			Total	Aliments et animaux vivants	Produits manu- facturés	Ma- chines et équi- pements										Autres mar- chan- dises
	CTCIN°	78-79	0	6	71-77											
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	
1972	232.0	32.3	199.7	21.3	49.6	49.3	79.5	189.7	140.0	59.9	1.9	7.1	1.3	5.9	30.9	10.6
1973	354.0	68.6	285.4	31.3	78.7	60.4	115.0	295.9	218.1	79.7	0.2	27.0	1.6	8.7	50.5	15.3
1974	520.8	94.8	426.0	43.3	102.1	85.7	194.9	331.1	247.9	80.2	0.0	24.9	2.0	9.2	49.3	17.2
1975	488.0	61.5	426.5	46.0	99.0	98.7	191.8	308.6	243.2	101.0	1.5	17.9	1.4	9.0	32.5	19.6
1976	469.9	45.8	424.1	49.5	94.0	95.3	185.3	404.0	293.4	119.7	7.8	16.9	2.4	10.3	68.0	25.4
1977	607.0	90.5	516.5	53.2	120.9	109.8	232.6	512.6	377.9	162.6	10.2	48.0	4.2	12.1	75.1	37.3
1978	693.6	68.8	624.8	61.3	145.6	140.9	277.0	658.3	502.4	215.0	15.7	64.7	3.7	15.1	89.5	41.9
1979	827.3	74.1	753.2	80.0	159.7	143.5	370.0	779.0	582.7	247.8	22.1	61.1	3.8	19.8	105.7	62.4
1980	999.6	104.8	894.8	87.8	193.6	172.1	441.3	919.0	687.9	256.5	21.4	61.3	8.4	16.0	114.1	86.4
1981	1 025.3	105.9	919.4	81.9	190.8	185.0	461.7	894.4	699.7	230.3	24.3	44.5	5.1	12.3	87.4	84.9
1982																

Sources : Bulletin statistique de l'Islande ; OCDE.

Tableau K. Monnaie et crédit (fin de période)

	Banque centrale		Secteur non bancaire			Banques de dépôt			Crédits accordés par les banques de dépôt					Réserves de change	
	Taux d'intérêt de découvert bancaire	Position nette du gouvernement	Monnaie		M3 ³	Réserves obligatoires	Effets récomptés	Position étrangère	Total	dont à :				Avoirs officiels, or et devises ⁴	Avoirs à court terme sur l'étranger des banques commerciales
			M1 ¹	M2 ²						Agri-culture	Pêches et traitement de poisson	Indus-trie et commerce	Cons-truction de logements		
% ⁵	Millions de couronnes											Millions DTS Cour.			
1972	16.00	2	70	192	259	47	27	-10	235	23	36	81	32	78	-6
1973	18.00	14	97	260	344	68	40	-15	313	33	50	105	39	83	-4
1974	24.00	54	124	336	439	86	82	-34	458	45	102	148	48	40	4
1975	24.00	121	170	442	566	114	125	-84	561	72	122	179	57	40	10
1976	36.00	144	208	548	750	159	160	-93	708	96	161	210	77	69	14
1977	36.00	169	306	783	1 079	225	265	-138	1 009	153	264	267	105	82	18
1978	36.00	305	429	1 122	1 605	329	397	-272	1 419	240	333	376	156	106	29
1979	36.00	303	625	1 677	2 503	533	587	-408	2 230	378	501	617	273	125	40
1980	4.75	339	1 013	2 775	4 139	941	992	-894	3 515	532	817	978	456	138	78
1981	5.00	268	1 640	4 862	7 056	1 778	1 392	-1 422	6 095	800	1 421	1 645	781	199	73
1982	5.00		2 098	7 162	11 175	2 810	2 935		11 396	1 272	3 111	3 309	1 192		179

1. Pièces et billets, dépôts à vue.

2. Masse monétaire au sens large plus ensemble des dépôts d'épargne.

3. M2 plus dépôts à terme.

4. Non compris la position au FMI.

5. A partir de 1980, par mois.

Sources : Central Bank of Iceland, *Annual Reports* ; Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
		Mi-1980	Milliers	14 616	7 509	9 857	23 959	5 125	4 780	53 713	61 566	9 599	229	3 401	57 042 ²	116 782	365	14 144	3 131	4 087	9 966	37 381	8 316	6 373	45 078	56 010	227 658	22 340
Densité au km ² de superficie terrestre	Nombre	2	89	323	2	119	16	97	248	73	2	48	189	309	141	418	12	13	108	74	154	154	58	230	24	87	
Accroissement moyen annuel net	%	1.4	0.1	0.2	1.2	0.4	0.4	0.6	0.1	0.9	1.1	1.4	0.6	1.2	0.7	0.8	1.1	0.5	1.0	1.1	0.3	0.2	2.4	0.1	1.1	0.9	
EMPLOI	Milliers	6 242	3 070	3 751	10 655	(2 470)	2 192	21 142	25 265	(3 347)	(101)	1 149	20 572	55 360	159	4 677	1 270	1 914	3 951	11 254	4 232	3 012	14 610	24 397	97 270	9 690 ³	
Emploi civil total	% du total	6.5	10.5	3.0	5.5	(8.1)	11.6	8.8	6.0	(29.7)	(11.9)	19.1	14.2	10.4	5.7	6.0	11.0	8.5	28.3	18.9	5.6	7.2	60.4	2.6	3.6	...	
dont: Agriculture, sylviculture, pêche	»	31.0	40.3	34.8	28.5	(28.6)	34.4	35.9	44.8	(30.0)	(37.6)	32.4	37.8	35.3	38.2	31.8	33.6	29.7	35.7	36.1	32.2	39.5	16.3	38.0	30.6	22.3	
Industrie ⁴	»	62.5	49.2	62.2	66.0	(63.3)	54.0	55.3	49.2	(40.3)	(50.5)	48.5	48.0	54.3	56.1	62.2	55.4	61.8	36.0	45.0	62.2	53.3	23.3	59.4	65.8	41.9	
Autres activités	»																										
PIB aux prix du marché	Milliards de dollars des É-U ¹¹	140.0	77.0	116.5	253.3	66.4	49.9	651.9	819.1	40.4	2.8	17.8	394.0	1 040.0	4.6	167.6	23.3 ⁵	57.3	24.1	211.1	122.8	101.5	52.9	522.9	2 587.1	56.2 ⁶	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁸	%	2.5	3.5	2.9	3.0	2.6	3.1	3.3	3.6	4.4	3.7	3.9	3.8	5.1	2.3	2.5	0.7	4.6	5.2	2.2	1.2	1.6	2.8	1.6	3.9	5.6	
Par habitant	Dollars des É-U ¹¹	9 580	10 250	11 820	10 580	12 950	10 440	12 140	13 310	4 210	12 410	5 190	6 910	8 910	12 570	11 850	7 442	14 020	2 430	5 650	14 760	15 920	1 170	9 340	11 360	2 516	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	% du PIB	22.8	25.3	21.4	23.1	18.3	24.6	21.6	23.6	23.5 ⁸	26.5	27.9	20.0	31.7	25.3	21.0	17.8	25.0	20.9	19.6	20.3	23.8	18.0	17.8	18.2	35.5	
dont: Transports, machines et outillage	»	...	9.8	6.0	8.1	7.6	8.6	9.2	9.1	8.6	6.6	9.8 ¹⁹	8.0	10.7	9.2 ²²	8.7	7.8	9.9	7.1	6.9 ¹⁹	7.3	7.1	...	9.3	7.4	...	
Construction de logements	»	4.2 ¹⁰	14.2	6.5	5.3	6.9	6.3	6.4	6.5	9.2	5.7	6.4 ¹⁹	5.1	7.4	6.6 ²²	5.8	3.3	3.7	...	...	5.0	...	3.8	3.0	4.8	7.2
Croissance annuelle moyenne en volume ⁸	%	1.6	2.2	1.6	2.3	-0.3	-2.2	2.0	5.2	3.8	2.3	7.6	3.5	4.7	1.1	1.4	-7.7	-0.5	4.7	-0.9	-0.2	2.2	-0.2	0.3	3.3	5.7	
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE ¹²	% du PIB	21.4 ¹⁰	26.2	16.3	21.5	14.4	24.8	21.7	23.1	25.6	24.5	19.8	22.3	30.7	50.1	20.1	19.3 ⁹	29.9	20.5	18.9	17.3	26.7	16.6	19.2	18.3	37.0	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	% du PIB	16.2	18.0	17.7	19.4	25.2	18.4	14.9	20.0	16.3	11.7	20.0	16.1	9.8	15.9	18.1	16.0 ⁸	19.7	14.8	10.8	28.4	12.9	13.7	20.0	17.4	17.6	
Dépenses courantes en biens et services	»	29.6 ¹⁰	42.2	46.2	35.8	49.4	34.6	42.1	40.9	29.7	25.0 ²²	41.7 ¹⁹	41.1	24.2	43.5	55.1	...	47.1	30.7	26.7	56.8	29.9	23.4	40.0	31.5	...	
Emplois courants ¹³	»	32.5 ¹⁰	44.2	43.2	35.8	50.3	38.2	43.4	42.9	30.6	34.0 ²²	37.8 ¹⁹	35.7	26.6	52.2	55.8	...	52.2	26.9	27.5	57.4	33.2	23.8	39.0	32.5	...	
Ressources courantes	»																										
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	% du PNB	0.5	0.2	0.5	0.4	0.7	0.2	0.6	0.4	...	...	...	0.2	0.3	...	1.0	0.3	0.8	...	...	0.8	0.2	...	0.3	0.3	...
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	Dollars des É-U ¹¹	5 800	5 650	7 540	5 950	7 270	5 720	7 690	7 340	2 750	7 560	3 310	4 270	5 220	7 430	7 200	4 550	6 600	1 790	3 950	7 630	10 128	851	5 581	7 370	1 343	
Consommation privée par habitant	Nombre	479	272	302	410 ²²	219	235	327	346	80	339	194	300	185	423	288	395	282	118	178	345	324	11 ¹⁴	256	536	85	
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	»	440 ¹⁹	375	352	666	609	470	415	434	281	444 ¹⁹	174	318	460	547	486	545 ¹⁹	423	132	294	772	700	39	480	793	79 ¹⁹	
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	»	351 ¹⁴	247 ¹⁰	286	428 ¹⁴	338	363 ¹⁴	372	308	127 ¹⁴	214 ¹⁴	193	224	239 ²⁰	293 ¹⁴	279	259 ¹⁴	270 ¹⁴	76 ¹⁴	185 ¹⁴	363 ¹⁴	285 ¹⁴	44 ¹⁴	324	571 ¹⁹	199	
Postes de télévision, pour 1 000 habitants	»	1.5 ¹⁴	2.3	2.1	1.8	2.0	1.6	1.6 ¹⁴	2.0	2.2	1.7 ¹⁶	1.2	2.3	1.2	1.1	1.7	1.4	1.8	1.5	1.8	1.8 ¹⁴	2.0	0.6	1.5	1.7	1.3	
Médecins, pour 1 000 habitants	% du groupe d'âge	44.4	32.0 ²²	61.3 ²²	64.9 ²²	57.4 ²²	68.5	55.9	45.4 ¹⁹	45.4 ²⁰	...	50.5	43.9 ¹⁴	71.4	37.3 ¹⁹	65.0	44.8 ²²	65.0	33.4 ¹⁴	41.3 ¹⁹	56.3 ¹⁴	70.1 ²²	12.7 ²⁰	46.2 ²²	75.0	52.2	
Taux de scolarisation à plein temps ¹³	Nombre	11.0	13.9	11.2 ²²	10.9 ²²	8.8 ²²	7.7 ²²	10.0	13.5 ²²	18.7 ²²	5.4 ²²	12.4 ²²	14.3	7.4	11.5	8.7 ²²	12.6 ²²	8.8 ²²	26.0 ²²	11.1	6.7	8.5 ²²	...	11.8	12.6	33.4 ¹⁹	
Mortalité infantile ¹⁷																											
SALAIRES ET PRIX	Accroissement annuel moyen																										
Gains horaires dans l'industrie ¹⁸	%	10.3	7.4	8.8	10.1	11.2	11.1	13.6	6.1	24.2	43.4	16.6	21.2	8.4	...	6.1	15.4	9.4	14.5	25.7	9.9	2.8	35.5	14.9	8.5	19.0	
Prix à la consommation	%	10.6	5.3	6.4	8.7	10.4	10.7	10.5	4.1	16.3	41.5	14.1	16.6	6.5	6.1	6.0	14.4	8.4	21.8	18.6	10.5	2.3	50.1	14.4	8.9	17.9	
COMMERCE EXTÉRIEUR	Millions de dollars des É-U ¹¹	22 068	17 364	64 500 ⁷	64 944	16 740	14 148	111 312	191 688	5 184	924	8 508	77 904	129 588	—	73 836	5 421	18 492	4 644	20 820	30 924	29 616	2 748	115 176	220 704	8 568	
Exportations de marchandises, fob	%	15.8	22.8	55.7	25.8	25.2	28.2	17.2	23.3	12.3	33.0	47.8	19.8	12.5	—	46.0	23.3	32.2	19.3	9.8	25.3	29.9	5.2	22.4	8.6	15.2	
En pourcentage du PIB	%	3.7	9.3	5.9	6.3	6.2	10.5	6.8	6.3	8.9	12.7	9.6	5.9	9.2	—	4.6	8.1	9.2	...	9.9 ²⁴	2.1	6.3	4.7	4.7	6.7	3.8	
Accroissement annuel moyen en volume	%																										
Importations de marchandises, caf	Millions de dollars des É-U ¹¹	20 208	24 252	71 676 ⁷	58 992	19 320	15 612	134 856	185 856	10 632	996	11 148	99 708	141 108	—	76 872	5 468	16 956	9 300	34 176	33 420	36 336	6 252	120 156	241 200	14 436	
En pourcentage du PIB	%	14.5	31.8	61.8	23.4	29.1	31.2	20.8	22.5	25.2	35.6	62.6	25.4	13.6	—	47.9	23.5	29.5	38.7	16.1	27.4	36.7	11.8	23.3	9.4	25.7	
Accroissement annuel moyen en volume	%	5.0	9.7	5.5	3.2	3.2	2.3	8.7	7.3	3.9	4.9	10.3	7.6	4.4	—	4.7	0.9	4.4	...	0.7 ²⁴	0.8	9.0	-4.1	3.9	6.7	0.5	
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES ²⁴	Millions de dollars des É-U	2 044	6 223	9 349 ⁷	4 029	3 459	1 914	30 994	52 261	1 301	176	2 876	26 117	25 717	—	13 607	353	6 100	1 784	12 516	3 690	19 374	1 442	21 492	27 395	1 467	
En pourcentage des importations de marchandises	%	10.1	25.7	13.0	6.8	17.9	12.3	23.0	28.1	12.2	17.7	25.8	26.2	18.2	—	17.7	6.5	36.0	19.2	36.6	11.0	53.3	23.1	17.9	11.4	10.2	

1. En provenance, pour partie, de sources nationales.
 2. Population résidente totale.
 3. Secteur privé et socialisé.
 4. Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
 5. Produit social.
 6. A prix constants.
 7. Y compris le Luxembourg.

8. Non compris les bateaux opérant outre-mer.
 9. Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
 10. Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
 11. Aux prix et taux de change courants.
 12. Epargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.
 13. Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les transferts courants et le revenu de la propriété.
 14. 1976.

15. Jeunes de 15 à 19 ans.
 16. 1974.
 17. Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
 18. En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
 19. 1978.
 20. 1975.
 21. 1972.
 22. 1977.
 23. 1979.

24. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).
 25. 1976 à 1980.
 Note : Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.
 Sources : Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.
 Lorsque les chiffres conformes aux définitions internationales standardisées n'étaient pas disponibles, on a eu recours aux sources nationales.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN, Tel. (0228) 21.60.45
Local Agent/Agent local:
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1, Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

CCLS - ICLIS
19, rue Plantin, 1070 BRUXELLES, Tel. 02.521.04.73

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Joo S.A., Rua Guapiá 518,
Caixa Postal 24090, 05069 SAO PAULO 10, Tel. 261.1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB,
Tel. 232.07.32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 ouest, rue Ste-Catherine,
MONTREAL, Qué H3H 1M7, Tel. (514)937.3519
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK 1370 KØBENHAVN K, Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 HÉLSINKI 10, Tel. 65.11.22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, Tel. (1) 524.81.67
Principal correspondant:
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université,
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN, Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kaufmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132, Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Publications/Sales Section, Baskerville House,
2/F., 22 Ice House Street

ICELAND - ISLANDE

Snaebjorn Jonsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O. B. 1131, REYKJAVIK,
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI-1, Scindia House, Tel. 45896
CALCUTTA 700016, 17 Park Street, Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers,
12 North Frederick Street, DUBLIN 1 Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE, Tel. 579751/584468
Via Bartolini 29, 20155 MILANO, Tel. 365083

Sub-depositari:

Ligo Tassi
Via A. Farnese 28, 00192 ROMA, Tel. 310590
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA, Tel. 6794628
Costantino Ercolano, Via Generale Orsini 46, 80132 NAPOLI, Tel. 405210
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO, Tel. 865446
Libreria Scientifica, Dott. Lucio de Biasio "Acem"
Via Meravigli 16, 20123 MILANO, Tel. 807679
Libreria Zanichelli
Piazza Galvani 1/A, 40124 Bologna, Tel. 237389
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO, Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107, Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box n° 101 Kwangwhaman, SÉOUL, Tel. 72.7369

LEBANON - LIBAN

Documents Scientifiques/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT,
Tel. 354429 - 344425

MALAYSIA - MALAÏSE

University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR, Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij, Verzendboekhandel,
Chr Plantijnstraat 1 Postbus 20014
2500 EA S-GRAVENHAGE, Tel. nr. 070 789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,
Government Printing Office Bookshops:
AUCKLAND: Retail Bookshop, 25 Rutland Street,
Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.
HAMILTON: Retail Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),
Cubsade World Trade Centre
Mail Orders: Private Bag
CHRISTCHURCH, Retail: 159 Hereford Street,
Mail Orders: Private Bag
DUNEDIN: Retail: Princes Street
Mail Order: P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1, Tel. (02) 80.12.80

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3,
Tel. 66839

PHILIPPINES

National Book Store, Inc.,
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA,
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX, Tel. 360587/3

SINGAPORE - SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd,
Pei-Fu Industrial Building,
24 New Industrial Road, N° 02-06
SINGAPORE 1953, Tel. 2831786, 2831798

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Pressa Libros, S.A.,
Castello 37, Apartado 1223, MADRID-1, Tel. 275.46.55
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7,
Tel. 317.53.06, 317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM, Tel. 08/23 89 00
Subscription Agency/Abonnement:
Wernerberg-Williams AB,
Box 13004, S104 25 STOCKHOLM,
Tel. 08/54.12.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN, Tel. (0228) 21.60.45
Local Agents/Agents locaux
Librairie Payot, 6 rue Grenas, 1211 GENÈVE 11, Tel. 022.31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec. 2,
Chung Hsiao E. Road
TAIPEI, Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAÏLANDE

Suksi Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd.
Samyan, BANGKOK 5, Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayinlari Is-Turk Ltd. Sti.
Ataturk Bulvarı No: 77/B
KIZILAY/ANKARA, Tel. 17 02 66
Dolmabahçe Cad. No: 29
BESIKTAS/ISTANBUL, Tel. 60 71 88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. B. 276,
LONDON SW6 5SD, Tel. (01) 622.3316, or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006 - 4582
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106, Tel. 32.23.01/33.26.04/31.38.38

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD,
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 42676

(10 84 17 2) ISBN 92-64-22517-X
ISSN 0304-3363



IMPRIMÉ EN FRANCE



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles du développement et des perspectives économiques dans chaque pays de l'OCDE.

Abonnement (Série 1983-1984) US\$ 75,00 £ 34,00 F 340,00

(10 84 17 2) ISBN 92-64-22517-X
ISSN 0304-3363

F 20/500

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et en décembre, dans les Perspectives économiques de l'OCDE, le Secrétariat étudie les évolutions économiques les plus récentes dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, une série d'Études Spéciales facilite l'interprétation des tendances économiques.